



RÉAFFIRMER LA FOI EN LA DÉMOCRATIE: Pourquoi les élections en Afrique ont besoin du savoir-faire de l'Église Catholique



Coordonnateurs de recherche:

Dadirai Chikwengo et Gwen Barry

Coordinateurs nationaux de recherche:

RDC: Katy Nembe et Eddie Flory Mackila Bigumba avec le soutien de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO)

Kenya: Catherine Ogolla et Martin Odhiambo, avec le soutien de Caritas Kenya

Sierra Leone: Kayode et Alice Chadwick, avec le soutien du Conseil interreligieux de la Sierra Leone

Zambie: Mwila Mulumbi avec le soutien de Caritas Zambie

Zimbabwe: Cleto Manjova et Dorcus Chishumba, avec le soutien de la Commission catholique pour la justice et la paix (CCJP) et du Bureau de liaison parlementaire de la Conférence des évêques catholiques du Zimbabwe

Remerciements

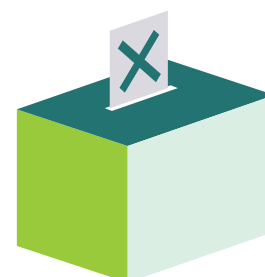
Un grand merci à tout le personnel et aux partenaires des cinq pays participants pour vos précieuses contributions, et au Groupe de référence pour ses conseils et sa direction : Bernard Balibuno, Catherine Ogolla, Kayode Akintola, Graham Gordon, Gwen Barry, Mary Lucas, Mwila Mulumbi et Verity Johnson. Merci à Amelia B. Kyazze pour avoir révisé et édité le rapport, et à Nana Anto-Awuakye et Sarah Fajardo de CRS pour la photo d'illustration de la page de couverture.

Légende de la photo de couverture - L'archevêque Paulino dépose son bulletin de vote à Juba, au Soudan, le dimanche 9 janvier 2011. L'archevêque est allé voter accompagné du cardinal Napier d'Afrique du Sud. Les personnes ont commencé à faire la queue pour voter vers 3 heures du matin. À la paroisse de St. Kizito, il y avait au moins 1 000 personnes qui attendaient avant l'ouverture des bureaux de vote à 8 heures. Le processus électoral de six jours permet aux Sud-Soudanais de voter soit pour continuer en tant que Soudan unifié, soit pour faire sécession et devenir leur propre nation. (Crédits photo: Sara A. Fajardo / CRS)



Contenus

Liste des abréviations	4
Résumé exécutif	5
1. Introduction	8
2. Le travail de CAFOD sur la gouvernance	11
3. Etudes de cas	15
3.1 L'Enquête sur l'intégrité de 2018 au Zimbabwe	15
4. Education civique et sensibilisation des électeurs – Kenya	17
4.1 La campagne de Carême (Pâques)	17
5. Encadrement des processus électoraux : Actions aux niveaux régional et international pour des élections libres et équitables en RDC	19
6. Contrôle des processus électoraux : une approche interconfessionnelle du suivi et de l'observation des élections de 2018 en Sierra Leone	22
7. Médiation des conflits – Zambie et Kenya	24
7.1 « Une nation, une Zambie »	24
7.2 La poignée de main – Kenya	25
8. Promotion de législatures compétentes, responsables et réactives : le Bureau de liaison parlementaire au Zimbabwe	27
8.1 Autres exemples connexes en Ouganda et en Zambie	28
9. Méthodologie	29
10. Pourquoi l'Église? Points forts et facteurs contributifs de l'Église dans les processus électoraux	30
11. Conclusion	32
12. Recommandations	32
Lectures complémentaires	34



Liste des abréviations

UA	Union Africaine
BVR	Biometric Voter Registration (Inscription biométrique des électeurs)
CAFOD	Catholic Agency for Overseas Development (Agence catholique pour le développement des pays d'outre-mer)
CCJPZ	Catholic Commission for Justice and Peace Zimbabwe (Commission catholique pour la justice et la paix Zimbabwe)
CENCO	Conférence Épiscopale Nationale du Congo
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CPLO	Catholic Parliamentary Liaison Offices (Bureaux de liaison parlementaires catholiques)
RDC	République Démocratique du Congo
EPOIZ	Ecumenical Peace Observation Initiative of Zimbabwe (Initiative œcuménique d'observation de la paix du Zimbabwe)
FBOs	Faith Based Organisations (Organisations confessionnelles)
HOCDZ	Heads of Christian Denominations (Chefs de confessions chrétiennes du Zimbabwe)
IEBC	Independent Electoral and Boundaries Commission (Commission électorale indépendante et de délimitation des circonscriptions électorales)
IMBISA	Inter Regional Meeting of the Bishops of Southern Africa (Conférence interrégionale des évêques d'Afrique australe)
IRCSL	Inter-Religious Council of Sierra Leone (Conseil Interreligieux de Sierra Leone)
IRCK	Inter-Religious Council of Kenya (Conseil interreligieux du Kenya)
KCCB	The Kenya Conference of Catholic Bishops (La Conférence des évêques catholiques du Kenya)
NCCK	National Council of Churches of Kenya (Conseil national des églises du Kenya)
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PVT	Parallel Voter Tabulation (Dépouillement parallèle des suffrages)
RECOWA	Bishops of the Catholic Church in West Africa (La Conférence épiscopale régionale de l'Afrique de l'Ouest)
SADC	Southern Africa Development Community (Communauté de Développement de l'Afrique Australe)
SADC SEOM	Southern Africa Development Community Electoral Observation Mission (Mission d'observation électorale de la Communauté de développement de l'Afrique australe)
SECAM	The Symposium of Episcopal Communities of Africa and Madagascar (Le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar)
UNHCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
ZCID	Zambia Centre for Interparty Dialogue
ZEC	Zimbabwe Election Commission (Commission électorale Zimbabwe)
ZCBC	Zimbabwe Catholic Bishops Conference (Conférence des évêques catholiques du Zimbabwe)



Résumé exécutif

Les groupes confessionnels ont une présence durable à long terme dans les communautés et jouent un rôle essentiel dans la croissance du développement, notamment en travaillant avant, pendant et après les élections. L'Église catholique considère des élections compétitives comme essentielles pour promouvoir des politiques socio-économiques qui répondent aux besoins, aux aspirations et aux droits des gens, et qui visent à éradiquer la pauvreté et à élargir les choix de chacun dans sa vie.

Les autres acteurs du développement reconnaissent de plus en plus l'importance des groupes et réseaux confessionnels tout au long du cycle électoral, mais il n'y a pas encore suffisamment de preuves ou d'enseignements sur le terrain concernant l'implication effective des organisations confessionnelles locales et nationales dans ce travail vital. Cette recherche vise à améliorer la compréhension et les meilleures pratiques de l'implication de l'Église catholique à toutes les étapes du cycle électoral, en particulier dans les pays africains. Le rapport étudie des exemples du travail de l'Église lors des élections, à la fois indépendamment et dans le cadre de coalitions interconfessionnelles, pour démontrer la contribution des organismes religieux et des groupes confessionnels au renforcement des systèmes démocratiques en Afrique.

L'Église catholique a une forte tradition d'engagement tout au long du cycle électoral par son enseignement et ses actions. Les élections et le renforcement des systèmes démocratiques offrent à l'Église et à d'autres groupes civiques la possibilité d'encourager une participation, un débat et un contrôle politiques significatifs.

Au cours des 10 dernières années, l'agence CAFOD a soutenu l'Église pour pousser à des élections libres, justes et crédibles dans de nombreux pays et localités, en particulier en Afrique. Dans le cadre de cette recherche, une approche par étude de cas a fait appel

à une méthodologie qualitative pour rassembler des informations sur cinq interventions de l'Église dans les processus électoraux. Chacun des cinq pays offre une réponse inspirante et variée de l'Église à travers les différents moments du cycle électoral:

- Analyse pré-électorale au Zimbabwe;
- Education électorale et civique au Kenya;
- Utilisation de la technologie dans l'observation des élections en reliant les activités en ligne et hors ligne en Sierra Leone;
- Impliquer les acteurs locaux, régionaux et internationaux pour des élections libres et équitables en RDC;
- Médiation des conflits électoraux en Zambie et au Kenya;
- Travail post-électoral pour promouvoir des législatures responsables en créant des bureaux de liaison parlementaire au Zimbabwe.

On espère que ces exemples aideront les organisations nationales et internationales, les gouvernements et les donateurs à reconnaître le vaste potentiel de l'Église et des organisations confessionnelles locales.

Selon le contexte, l'Église utilise diverses méthodes, outils et événements dans les réponses électorales, tout au long du cycle électoral. Parmi les activités de l'Église avant, pendant et après les élections on peut citer les suivantes:

- Formation des électeurs et éducation civique
- Soutien aux groupes de jeunes, aux groupes de femmes et aux groupes d'hommes en matière de participation électorale
- Lettres pastorales sur des sujets de préoccupation¹

1. Une lettre pastorale est une lettre ouverte officielle écrite par un évêque ou un groupe d'évêques, s'adressant au clergé et aux laïcs dans les paroisses, contenant une instruction générale, une recommandation ou des directives de comportement en réponse à une question préoccupante.

Promesses de paix

- · Campagnes de carême, menant une réflexion à l'échelle de la communauté sur le sens de la chrétienté et mettant en avant les besoins des autres, en particulier ceux qui sont en marge de la société
- Délégations œcuméniques aux niveaux national et international
- Médiation entre partis d'opposition
- Observation électorale et signalement des irrégularités
- Conférences de presse
- Suivi des engagements électoraux, après l'événement, pour assurer le succès des politiques en faveur des pauvres

Les cinq études de cas font ressortir quelques thèmes principaux :

a) Enracinement de la religion dans les communautés:

La religion pour une grande partie de l'Afrique est un mode de vie, ancrée dans la culture des communautés. Cet enracinement dans les communautés et cette présence à long terme permettent à l'Église de bâtir la confiance et d'inspirer les bénévoles. Ainsi, lorsque l'Église s'occupe d'un problème, elle a facilement accès aux communautés et bénéficie de leur soutien. Parce que l'Église est enracinée dans les communautés, elle offre une voix alternative à la situation politique actuelle et peut encourager d'autres voix à façonner l'opinion publique dans la communauté au sens large. Les études de cas du Kenya prouvent comment cela a permis de réussir l'éducation des électeurs. Au Zimbabwe et en Sierra Leone, l'Église a pu envoyer des messages aux gens pour qu'ils renoncent à la violence..

b) b) La portée du local au global:

Le profil particulier de l'Église et des réseaux catholiques à travers le monde garantit que les messages peuvent être transmis aux personnes occupant des postes de décision au niveau local et être transmis aux niveaux national et international selon les besoins. Les études de cas du Zimbabwe montrent comment les préoccupations des populations locales ont été portées sur la scène nationale. En RDC, l'Église a atteint tous les territoires et communes, aussi éloignés soient-ils, dans le cadre de l'observation électorale, et a porté la pression des acteurs internationaux sur le président pour qu'il garantisse des élections libres et équitables.

c) La capacité de l'Église à se réunir et à servir de médiateur:

Cela s'avère utile à de nombreux moments du processus électoral. L'Église fonctionne sur la base de principes et de valeurs qui sont reconnus même par des partis opposés les uns aux autres. L'Église est engagée pour le bien commun, désireuse de servir l'ensemble de la population et généralement considérée comme neutre. Dans les études de cas du Kenya et de la Zambie, l'Église a été préférée comme acteur de confiance lors des contentieux électoraux ; cette position a été utilisée pour rapprocher les dirigeants en vue d'une médiation par-delà les clivages politiques.

Comme le montre notre recherche, les chefs religieux jouissent de la confiance des personnes qui luttent pour comprendre et exercer leurs droits politiques. Avec les réseaux de l'Église catholique, la confiance et l'ouverture sont déjà en place, ce qui peut considérablement améliorer le processus démocratique à partir d'un réseau neutre et non partisan.

Pour les organisations nationales, internationales, les donateurs, les membres des gouvernements et le grand public qui souhaitent s'engager avec l'Église dans des partenariats transformationnels pour renforcer la démocratie pendant le cycle électoral, il est important de bien comprendre l'éventail des interventions possibles et l'approche de l'Église.

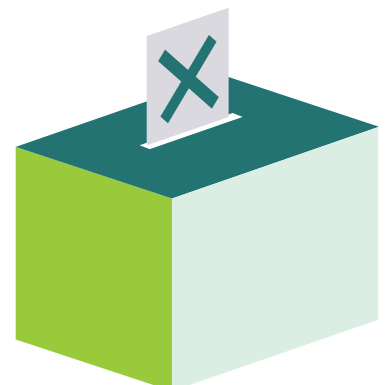
Une meilleure collaboration et un meilleur partenariat avec l'Église a le potentiel d'améliorer les relations et, surtout, d'améliorer la qualité de la réponse internationale, locale et nationale. Cela permettrait également des temps de réaction plus rapides dans les moments de crise.

Dans de nombreux scénarios et de nombreuses situations différentes, l'Église catholique et ses nombreux réseaux et comités dédiés à la justice sociale se trouvent en très bonne position pour des collaborations efficaces et durables ayant un impact significatif.

Afin d'améliorer cette compréhension et le potentiel de collaboration fructueuse autour des élections et du développement transformationnel, l'agence CAFOD fait les recommandations suivantes aux donateurs et aux organisations nationales et internationales:

- **Renforcer les partenariats avec les chefs religieux aux niveaux local, national et international, dans le but de comprendre et de construire des partenariats transformationnels pour un engagement tout au long du cycle électoral.** Cela devrait se produire à tous les niveaux et groupes de l'Église catholique, tels que les laïcs et le clergé à tous les niveaux, ainsi que d'autres responsables religieux. Cela permettrait d'utiliser le pouvoir de rassemblement et l'expérience de l'Église en matière de médiation, ainsi que les réseaux et structures à long terme dans les communautés. Ces partenariats sont particulièrement importants dans les pays dont les zones sont largement hors de portée du gouvernement.

- **Créer du temps et des ressources pour favoriser un engagement efficace à long terme avec les organisations religieuses pour le renforcement de la démocratie et le soutien aux élections.** Il est important de s'assurer que les programmes vont au-delà des occasions ponctuelles dans la planification, la conception, la gestion et le suivi du cycle électoral. Les partenariats efficaces sont le résultat d'efforts délibérés et à long terme qui doivent être intégrés dans les modes de travail et les cycles de financement.
- **Intégrer les organismes religieux dès les premières étapes de la définition, de la planification et du suivi des réponses électorales propres à chaque pays.** Cela permettrait de tirer le meilleur parti de l'ancrage de l'Église dans les communautés et de sa riche connaissance des besoins locaux, ainsi que de ses stratégies éprouvées qui fonctionnent pour des initiatives locales à long terme.
- **Appliquer une approche à plusieurs niveaux de l'engagement avec l'Église pour des interventions personnalisées et adaptées aux objectifs.** Le cas échéant, renforcer et investir dans la capacité à long terme des structures et des dirigeants locaux afin qu'ils deviennent des partenaires et obtenir des partenariats plus efficaces.
- **Renforcer la connaissance de la foi parmi le personnel international** des organisations nationales et internationales afin de cultiver une compréhension plus large et plus nuancée de l'histoire de la région et du rôle de la foi dans le cadre du développement dans ce contexte. Dans la mesure du possible, identifier et chercher à comprendre les domaines litigieux de politique ou de pratique qui peuvent rendre les partenariats difficiles, en vue de trouver un terrain d'entente.





Introduction

L'étude *Voices of the Poor* de la Banque mondiale a révélé que « les chefs religieux et les institutions religieuses sont souvent les institutions les plus fiables dans les pays en développement ».² La foi peut inspirer confiance, et elle est souvent considérée comme profondément ancrée dans les communautés locales et engagée à leur égard. Les groupes confessionnels ont une présence durable à long terme dans les communautés et jouent un rôle essentiel dans la croissance du développement, notamment en travaillant avant, pendant et après les élections. Ces dernières années, la qualité des élections et les risques de violence ont suscité des inquiétudes aux niveaux local, national et mondial. Il est aujourd'hui plus important que jamais d'examiner et de soutenir les groupes et réseaux religieux locaux impliqués dans la promotion d'élections pacifiques, informées et équitables en Afrique et au-delà.

Dans le résumé des conclusions d'un rapport de 2016 du Governance and Social Development Resource (GSDRC) sur les chefs religieux et la prévention de la violence politique, les chercheurs ont constaté ce qui suit:

Diverses caractéristiques associées aux chefs religieux les rendent bien placés pour mobiliser les parties prenantes et s'engager dans des efforts pour contrer la violence et promouvoir la paix. Celles-ci incluent la fiabilité et la crédibilité, un ensemble de valeurs partagées et respectées, la compréhension du contexte local, la présence dans les communautés locales, la légitimité, des réseaux solides et l'accès à différents niveaux de pouvoir.³

Les gouvernements donateurs et les organisations internationales reconnaissent de plus en plus le rôle de la foi dans le développement, comme en témoigne

l'élaboration de cadres de travail pour s'engager auprès des communautés religieuses. Le HCR, dans sa *note de partenariat sur les organisations confessionnelles, les communautés confessionnelles locales et les chefs religieux* (2014), reconnaît les acteurs religieux et leurs organisations comme des membres actifs de la société civile.⁴ Le *partenariat de l'UNICEF avec les communautés religieuses pour les enfants* (2012)⁵, et les *principes de partenariat confessionnel* du DFID (2012)⁶, témoignent tous de l'impact du travail avec les organisations confessionnelles dans les situations de développement et d'aide humanitaire.

Depuis le sommet humanitaire de 2018, un nouveau programme politique en constante évolution encourage le leadership local en matière d'aide humanitaire et de développement, et a identifié les partenariats avec les communautés religieuses locales, les chefs religieux et les organisations confessionnelles comme étant essentiels.⁷ On reconnaît de plus en plus l'importance des groupes et réseaux confessionnels tout au long du cycle électoral, mais il n'y a pas encore suffisamment de preuves ou d'enseignements sur le terrain concernant l'implication et les activités des organisations confessionnelles locales et nationales dans ce travail vital. En conséquence, les groupes confessionnels sont parfois considérés comme des acteurs passifs qui se concentrent davantage sur des questions sociales à petite échelle ou sur le travail pastoral, les réalisations et le potentiel plus large n'étant pas reconnus.

Cette recherche tente de partager des preuves et des expériences de terrain, afin de démontrer l'éventail des réponses de l'Église tout au long du cycle électoral dans les pays africains.

Les institutions religieuses telles que les églises, les mosquées ou les temples sont au cœur des communautés, notamment en Afrique. Les chefs religieux en Afrique ont un énorme potentiel inexploité pour répondre et avoir un impact sur le

2. Narayan, D. (2000). *Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?* Washington: Banque mondiale, mars 2000: 41 <http://documents.worldbank.org/curated/en/131441468779067441/pdf/multi0page.pdf>

Résumé *What the Poor Say* <http://siteresources.worldbank.org/INTPOVERTY/Resources/poor.pdf>

3. Haider, H. (2016). *Religious leaders and the prevention of electoral violence* (GSDRC Helpdesk Research Report 1366). Birmingham, UK: GSDRC, University of Birmingham

4. <https://www.unhcr.org/uk/protection/hcdialogue%20/539ef28b9/partnership-note-faith-based-organizations-local-faith-communities-faith.html>

5. <https://jiflc.com/resources/partnering-with-religious-communities-for-children/>

6. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67352/faith-partnership-principles.pdf

7. <https://charter4change.org/we-need-localisation-2/>

développement, y compris avant, pendant et après les élections. Dans de nombreux endroits, l'influence de la religion ne diminue pas ; au contraire, elle continue à être une force croissante qui façonne la vision qu'ont les personnes du monde. En effet, la religion peut avoir une influence considérable sur les choix et les cultures des populations, en particulier en Afrique. Dans les contextes occidentaux, la religion est souvent considérée comme une affaire privée et un choix personnel avec un rôle public plus limité. En revanche, dans les pays en développement, la religion domine souvent la vie quotidienne des personnes à certains endroits et est largement imbriquée dans les processus de gouvernance et de développement à de nombreux niveaux.

La religion offre aux populations, à la fois des individus et des groupes, une identité, un sens et des valeurs qui façonnent et influencent leur vision du monde, leurs croyances sociales et politiques, leurs attitudes et leurs normes. Il faut cependant reconnaître que cette influence peut parfois avoir des conséquences néfastes pour la société. Les recherches de CAFOD dans le nord du Nigéria en 2019 ont montré que l'appartenance religieuse de groupes chrétiens et musulmans avait été manipulée par des acteurs politiques afin de créer des divisions.⁸ En Jordanie, des vidéos de groupes chrétiens se livrant au prosélytisme - c'est-à-dire tentant de convertir une personne d'une religion à une autre - ont accru les tensions dans la communauté et menacé d'autres activités des agences chrétiennes.⁹ Les gouvernements du Kenya, de l'Afrique du Sud et du Ghana ont commencé à sévir contre certaines églises charismatiques - des églises qui considèrent que la prophétie et la guérison sont au cœur de leurs ministères - afin de freiner l'exploitation des pauvres attirés par les promesses de messages de prospérité et poussés à acheter des prières de guérison.¹⁰

Cependant, il y a plus d'exemples d'églises, de mosquées, de temples et d'autres institutions religieuses pleines de personnes dévouées, poussées par leur foi à servir les autres. Grâce à leur présence à long terme dans les communautés et à leur engagement à aider les pauvres et les plus vulnérables, ils apportent des contributions précieuses qui peuvent constituer un puissant renforcement des processus démocratiques.

Le rapport étudie des exemples du travail de l'Église lors des élections, à la fois indépendamment et dans

le cadre de coalitions interconfessionnelles, pour démontrer la contribution des organismes religieux et des groupes confessionnels au renforcement des systèmes.

L'Église catholique a une forte tradition d'engagement tout au long du cycle électoral par son enseignement et ses actions. Les élections sont l'occasion pour l'Église et d'autres groupes civiques d'encourager une participation, un débat et un contrôle politiques significatifs. L'Église considère donc des élections compétitives comme essentielles pour promouvoir des politiques socio-économiques qui répondent aux besoins, aux aspirations et aux droits des individus, et qui visent à éradiquer la pauvreté et à élargir les choix de chacun dans sa vie.

Le pape Jean XXIII, dans son encyclique *Pacem in Terris* de 1963, traite de la question de l'autorité gouvernementale dérivant de Dieu. Dans ce contexte, il souligne l'importance des élections démocratiques qui permettent à tout un chacun d'influencer les lois du pays. Il écrit :

Le fait que l'autorité vienne de Dieu ne signifie pas que les hommes [sic] n'ont pas le pouvoir de choisir ceux qui doivent diriger l'État, ou de décider du type de gouvernement qu'ils veulent, et de déterminer la procédure et les limites des dirigeants dans l'exercice de leur autorité.

L'importance cruciale d'être impliqué dans la politique à tous les niveaux est implicite dans *Laudato Si* (2015) du pape François. À l'intérieur de chacun des niveaux sociaux et entre eux, écrit-il, se développent les institutions qui régulent les relations humaines. Tout ce qui leur porte préjudice a des effets nocifs, comme la perte de la liberté, l'injustice et la violence.¹¹

Toutefois, l'absence de preuves systématiques pour démontrer la contribution et l'impact des confessions religieuses continue d'être un défi. Le rôle de l'Église dans les élections ne fait pas exception. Malgré les réactions de l'Église aux élections sur le terrain, il est difficile de trouver des études et des rapports de

8. CAFOD (2019). Recherche sur le pluralisme interreligieux et interculturel dans l'État du Plateau (Nigéria) (non publié); 1; Université de Jos (2018). Rapport sur la tolérance interreligieuse et interculturelle au Nigéria sur l'action pour le pluralisme culturel et religieux dans l'État de Kaduna (non publié), Université d'État de Kaduna: Nigéria.

9. Ager, A. and J. Ager (2015). *Faith, Secularism and Humanitarian Engagement*. New York: Palgrave Macmillan.

10. Mamanglu-Regala, S. (2016). « Les gouvernements africains sévissent contre les églises charismatiques promettant un remède miracle et exploitant les pauvres. » *Christian Today*, dimanche 21 février 2016.

11. Pape François (2015). *Laudato Si*, n° 142

programmes documentés, car soit l'Église travaille en dehors des feux de la rampe, soit, comme le montrent les recherches du Conseil œcuménique des Églises, les organisations confessionnelles « sont occupées à "faire", mais sont notoirement mauvaises ... pour documenter leurs efforts ».¹²

Cette recherche tente de fournir des recherches à jour et des exemples positifs du rôle et de l'impact de l'Église catholique dans les processus électoraux dans cinq pays d'Afrique où CAFOD travaille: la République démocratique du Congo (RDC); le Kenya; le Nigeria; la Sierra Leone; la Zambie; et le Zimbabwe. Le but de ces études de cas est de démontrer le potentiel et l'ampleur de l'engagement de l'Église dans le processus électoral, qui a jusqu'à présent été sous-estimé.

L'étude tire des exemples spécifiques du rôle de l'Église dans les processus électoraux couvrant une période de 10 ans (2000-2017) dans les cinq pays ciblés. Chacun des cinq pays offre une réponse inspirante et variée de l'Église à travers les différents moments du cycle électoral:

- Analyse pré-électorale au Zimbabwe ;
- Education électorale et civique au Kenya ;
- Utilisation de la technologie dans l'observation des élections en reliant les activités en ligne et hors ligne en Sierra Leone ;
- Impliquer les acteurs locaux, régionaux et internationaux pour des élections libres et équitables en RDC ;
- Médiation des conflits électoraux en Zambie et au Kenya ;
- Travail post-électoral pour promouvoir des législatures responsables en créant des bureaux de liaison parlementaire au Zimbabwe, avec également quelques exemples en Ouganda et en Zambie.

Remarque sur la terminologie

Le mot « Église » est utilisé au sens large dans ce rapport pour désigner le travail accompli par l'Église catholique seule ou dans un cadre multiconfessionnel. Par Église, nous nous référons également à ses diverses expressions (c'est-à-dire les laïcs, le clergé, les organes religieux et la hiérarchie de l'Église). Des exemples ont été tirés de l'Église catholique ou de cas où l'Église catholique a travaillé dans des contextes œcuméniques et interconfessionnels.



'L'amour est à la fois civique et politique et il se manifeste dans toute action visant à construire un monde meilleur' – Laudato Si: 231

Le pape François embrasse les pieds de deux dirigeants sud-soudanais opposés à la fin d'une retraite pour consolider un accord de paix, 11 avril 2019

Photo ©Vatican Media

12. Sue Parry (2007). Réponses des organisations confessionnelles au VIH / SIDA en Afrique subsaharienne Conseil œcuménique des Églises: 3. <http://www.wcc-coe.org/wcc/what/mission/fba-hiv-aids.pdf>

2

Le travail de l'agence CAFOD sur la gouvernance

CAFOD estime que la pleine participation de tous les citoyens à la société est essentielle pour l'épanouissement, la dignité et la solidarité de l'homme. La bonne gouvernance est un élément crucial pour parvenir au développement durable, à la paix et à la sécurité.¹³ Le soutien aux élections est une partie importante du travail de gouvernance de CAFOD, car elles sont un moyen d'étendre et d'accroître la participation des communautés dans le choix de leurs dirigeants, et dans l'élaboration et l'influence des processus de prise de décision qui affectent leur vie. Les élections se présentent sous différentes formes (voir l'encadré B pour une explication des types d'élections). Depuis longtemps, la CAFOD soutient l'Église catholique dans le développement et elle est bien placée pour mener cette recherche sur le rôle de l'Église dans les élections, en raison de sa proximité et de ses solides partenariats avec l'Église catholique en Afrique.

Au cours des 10 dernières années, CAFOD a soutenu l'Église pour pousser à des élections libres, justes et crédibles dans de nombreux pays et localités, en particulier en Afrique. On espère que ces exemples de la **République démocratique du Congo (RDC), du Zimbabwe, du Kenya, de la Zambie et de la Sierra Leone** aideront les organisations nationales et internationales, les gouvernements et les donateurs à reconnaître le potentiel de l'Église dans son travail tout au long du cycle électoral. En partageant les détails du travail des réseaux catholiques et de nos partenaires, nous espérons accroître la compréhension du fonctionnement de l'Église, en améliorant l'engagement concret pour de meilleurs partenariats à long terme.

Types d'élections

Il est important de comprendre les types d'élection, afin de mieux appréhender le contexte et les niveaux de légitimité, de compétitivité, de gestion et de signification d'une élection.

1 Procédure (y compris les déroulements)

Il s'agit d'élections régulières qui se tiennent conformément aux horaires et aux procédures définis dans la constitution ou dans d'autres lois et directives électorales nationales.

2 Situations de post-conflit

Habituellement tenu dans le cadre d'un règlement de paix négocié à la fin d'une guerre ou d'un conflit.

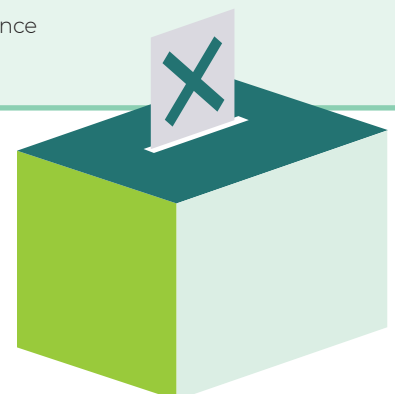
3 Rupture

Le premier tour des élections après une longue période de régime autoritaire, à parti unique ou militaire.

4 Consolidation

Il s'agit généralement du 2e ou 3e tour après un retour à la démocratie. Ils cherchent à consolider et à renforcer le processus électoral.

Source: Manuel de gestion du programme CAFOD (2018), Section 8 - Thèmes de gouvernance



13. <http://www.cafod.org/vision>

L'Église utilise diverses méthodes, outils et événements dans son travail et les utilise dans un contexte électoral. Ils sont regroupés comme suit: **Influence et défense des intérêts ; Formation et sensibilisation; Protection de l'intégrité des processus (élections); Formation et discussions communautaires** (voir le tableau 1 pour les méthodes qui figureront dans la plupart des études de cas de ce rapport).

Méthodes, outils et événements que l'Église utilise dans le travail électoral

Influence et défense des intérêts

Délégations œcuméniques / Solidarité

Celles-ci peuvent provenir d'une seule confession ou être interconfessionnelles, mises en place pour influencer une question au niveau local, régional ou international. Elles sont généralement dirigées par le clergé, mais les laïcs sont également inclus.

Assemblée / Convocation des dirigeants

Un rassemblement de membres du clergé et de laïcs pour discuter des principales questions pertinentes.

Education et sensibilisation

Galas / rassemblements / caravanes

Réunions ouvertes pour promouvoir ou sensibiliser sur une question au niveau communautaire ou national, généralement accompagnées de théâtre, de musique, de discours ou de prière, selon ce qui relie socialement cette communauté.

Campagnes de Carême

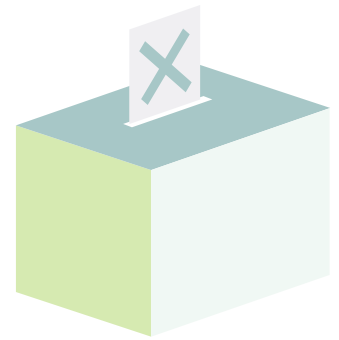
Activités réalisées pendant la saison du Carême comme une réflexion sur le sens d'être chrétien et de mettre les besoins des autres en premier, en particulier ceux qui sont en marge de la société.

Journées locales et nationales de prière

Organiser des journées au niveau local ou national ouvertes à tous, consacrées à la prière pour un sujet donné.

La messe

Un service de célébration de la Sainte-Cène, un enseignement et une homélie. L'Église utilise l'homélie pour réfléchir et adapter la prédication aux sujets de préoccupation. Après la messe, les paroissiens (surtout en Afrique) se réunissent normalement et c'est l'occasion d'avoir d'autres activités supplémentaires, par exemple la sensibilisation des électeurs ou des formations spécifiques pour les membres.



Protéger l'intégrité des processus (élections)

Observation des élections	La surveillance d'un cycle électoral (avant, pendant et après) par des parties indépendantes locales et étrangères formées, afin d'évaluer le déroulement du processus électoral, sur la base de normes électorales nationales et internationales.
Lettres pastorales	Lettre ouverte officielle écrite par un évêque, s'adressant au clergé et aux laïcs dans les paroisses, contenant une instruction générale, une forme de consolation ou des instructions de comportement en réponse à une circonstance donnée.
Commissions ou comités Justice et Paix	Les laïcs qui donnent de leur temps pour aider les prêtres et les évêques des diocèses à développer la conscience et à assurer la sensibilisation et l'engagement à la justice et paix en tant que partie intégrante de la vie et de l'action communautaires.
Engagement de paix	Un outil généralement utilisé pour obtenir l'engagement et l'assurance des partis politiques pour la non-violence et le respect de la paix.
Promoteurs / animateurs de la paix	Des personnes formées, souvent mais pas toujours membres de l'Église, respectées dans la communauté pour leur promotion de la paix. Elles répondent aux conflits dans la région et plaident pour la paix dans les communautés.
Conférences de presse	Réunions convoquées pour faire des annonces et / ou des déclarations à la presse.
Déclarations et communiqués de presse	Annonces officielles à la presse, par écrit ou sur vidéo, des préoccupations, mises à jour et recommandations sur une question.
Petit déjeuner de travail	Réunion matinale du clergé et des laïcs pour discuter des différents sujets et problèmes.

Formation et discussions communautaires

Petites discussions de la communauté chrétienne / groupes de discussion

Groupes communautaires dirigés par des laïcs ouverts aux chrétiens et aux personnes d'autres confessions pour discuter de questions d'intérêt communautaire.

Mouvements des jeunes¹⁴ / femmes / hommes

Groupes de femmes, de jeunes ou d'hommes défendant les problèmes sociaux dans l'Église. Ces groupes sont des structures utiles que l'Église utilise pour atteindre les communautés et défendre les problèmes de groupe.

La formation pour la transformation

Une approche utilisée par l'Église pour comprendre les problèmes affectant une communauté et prendre les mesures appropriées. Cela implique trois étapes:

VOIR

Voir, entendre et expérimenter les réalités vécues des individus et des communautés. Il s'agirait ensuite de nommer ce qui se passe.

JUGER

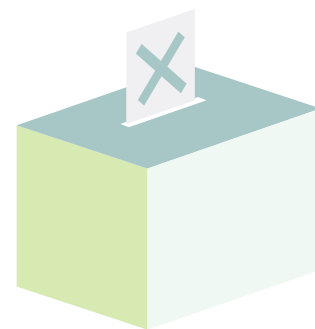
Le mot « Juger » est employé dans un sens positif. Cela signifie analyser la situation et porter un jugement éclairé à son sujet.

AGIR

Guidé par « Voir » et « Juger », « Agir » implique de planifier et de mener des actions visant à transformer les structures sociales qui contribuent à la souffrance et à l'injustice.

CÉLÉBRER

L'amour et la bonté de Dieu sont les déterminants pour faire naître l'espoir et la joie, et demeurent le pivot pour voir plus clairement, juger plus judicieusement et agir plus efficacement.



14. En Afrique, le terme « jeunesse » fait souvent référence aux personnes d'une génération plus jeune qui n'ont pas encore acquis le statut d'adulte à part entière, notamment lorsqu'elles ne sont pas mariées. Bien que cela varie selon la région et la culture, les jeunes désignent généralement les personnes de moins de 30 ans.

3

Études de cas

Cette section vise à répondre à la constatation précédente selon laquelle il existe un manque général de documentation sur le travail de l'Église en matière d'élections. Elle fournit des preuves plus détaillées du travail effectué tout au long du cycle électoral à partir d'études de cas dans les cinq pays. Les études de cas ne sont pas exhaustives, mais chacune d'entre elles fournit des indications et des enseignements utiles qui pourraient être appliqués plus largement pour améliorer la compréhension du rôle crucial de l'Église dans les élections.

Chaque étude de cas a été sélectionnée pour représenter un aspect du cycle électoral. Au total, les études de cas couvrent l'ensemble du cycle électoral, depuis la période précédant les élections, pendant les élections, jusqu'à la période suivant les élections.

3.1 L'enquête sur l'intégrité de 2018 au Zimbabwe

Voici quelques-uns des facteurs contributifs de l'Église identifiés dans cet exemple de cas:

- L'Église a utilisé son enracinement dans les communautés et son engagement à servir toutes les populations pour mener à bien une enquête qui a identifié les besoins et les préoccupations des citoyens lors des élections de 2018 dans les huit diocèses du Zimbabwe.
- L'Église a utilisé ses structures et les preuves de l'enquête pour influencer les principales parties prenantes de la gestion électorale en faveur d'élections libres et équitables.

Une analyse pré-électorale est une gamme d'activités ou d'interventions qui sont effectuées avant une élection pour évaluer la qualité et l'intégrité du processus, et les perspectives d'un résultat légitime.

Ces évaluations examinent le cadre institutionnel (par exemple, le cadre juridique, les structures de gestion des élections, les droits de vote et les mécanismes de plainte). Elles peuvent également servir de référence pour mesurer l'évolution de la situation pendant les élections et dans le temps. Les résultats de ces recherches servent à formuler des recommandations et à influencer les principales parties prenantes.

En 2018, l'Église a cherché à s'engager bien avant le jour du scrutin et à mieux comprendre les préoccupations des communautés à travers le Zimbabwe. La Conférence des évêques catholiques du Zimbabwe a produit et distribué une lettre pastorale intitulée Élections, paix et développement à toutes les paroisses du pays pour encourager la participation active de tous les citoyens au processus électoral.

Comme l'Église est enracinée dans les communautés et connue pour son engagement à servir l'ensemble de la population, la Commission catholique pour la justice et la paix a commandé une enquête sur l'intégrité électorale afin d'évaluer la perspective et les aspirations des citoyens autour des élections de 2018.

Le but de l'enquête sur l'intégrité électorale était double:

- 1 Identifier les besoins et les préoccupations des citoyens afin d'informer et d'adapter la réponse électorale de l'Église;
- 2 Développer une base de données factuelles sur les besoins et les préoccupations des citoyens, afin d'influencer les principales parties prenantes de la gestion des élections telles que la Commission électorale du Zimbabwe et garantir des élections libres et équitables.



Vimbai et Clementine, jeunes observateurs catholiques, qui travaillent à la salle de situation catholique à Harare, Zimbabwe, juillet 2018

L'enquête a été menée dans les huit diocèses, couvrant l'ensemble du Zimbabwe. Les groupes d'échantillons étaient représentés par des femmes, des hommes, des jeunes et des personnes handicapées. L'enquête a été menée en milieu rural et urbain. Elle a été menée à travers les structures de l'Église existantes telles que les comités Justice et Paix, les jeunes, les mouvements de femmes et d'hommes et les dirigeants laïcs.

L'enquête a révélé l'importance pour les électeurs de conserver leur intégrité lors d'une élection, et le faible niveau de confiance dans le processus électoral. On craignait entre autres des actes de violence et une éventuelle fraude électorale. Plusieurs répondants ont appelé l'Église à protéger l'intégrité du vote. Ils se sont basés sur leur expérience des élections précédentes, où les élections avaient été marquées par la violence et où les résultats étaient contestés.

Lors des élections précédentes, le Zimbabwe a utilisé des listes électorales manuelles, qui pouvaient être manipulées par des doubles entrées ou en incluant des électeurs décédés. L'enquête a révélé que l'introduction de la technologie d'enregistrement biométrique des électeurs (BVR) était la bienvenue et ceci a contribué à renforcer la confiance dans le système en atténuant la double inscription. Cependant, elle avait été introduite tardivement dans le processus et son utilisation suscitait des inquiétudes croissantes, telles que des informations selon lesquelles des responsables de partis politiques enregistraient les numéros d'inscription des bulletins d'électeur et des rumeurs selon lesquelles les choix de vote seraient traçables jusqu'à leurs enregistrements. Les autres résultats de l'enquête étaient les niveaux élevés d'apathie des électeurs parmi les jeunes et l'inaccessibilité aux informations de vote pour les personnes handicapées. Il n'y avait pas de bulletin de vote en braille tactile et la plupart des bureaux de vote se trouvaient dans des magasins ou des écoles dépourvus de rampes d'accès aux fauteuils roulants.

Ces résultats ont permis à l'Église de proposer des interventions stratégiques pour répondre aux principales préoccupations des personnes en prévision des prochaines élections. La Commission catholique pour la justice et la paix au Zimbabwe (CCJPZ) a passé en revue les documents visant à la formation des électeurs pour répondre aux préoccupations concernant le BVR. Pour encourager les jeunes à voter, l'Église s'est engagée dans une campagne intitulée Je prie, je vote et a intensifié leur utilisation des médias

sociaux et des réseaux de pairs. L'Église a également collaboré avec des groupes de la société civile sur la campagne Get Out the Vote, qui ciblait le vote des jeunes. L'Église, travaillant en collaboration avec un éventail d'acteurs de la société civile, a influencé la Commission électorale du Zimbabwe (ZEC), et le processus de formation et d'inscription des électeurs a été prolongé. Selon le Zimbabwe Election Support Network, la tranche d'âge des 30 à 34 ans représentait le plus grand nombre total d'inscrits, avec 781 227 électeurs ; suivi de près par le groupe des 20 à 24 ans avec 780 903 inscrits.¹⁵

Pour atténuer les craintes de violence, l'Église a fait appel aux partis politiques, à la ZEC et à la Commission nationale pour la paix et la réconciliation (NPRC) afin de s'assurer que les élections se déroulent sans violence. Cela a abouti à la signature d'un engagement de paix par les partis politiques réunis par l'Église, travaillant en collaboration avec le NPRC. Il s'agissait d'une étape importante pour l'Église qui voulait dire la vérité au pouvoir, et mettre les candidats au défi de renoncer à la violence ou à la coercition.

L'Église a organisé un débat sur les candidats à la présidence qui a été couvert par une station de radio catholique, Chiedza Radio. Le débat a été l'occasion pour les citoyens de rencontrer et d'interroger les manifestes des candidats. Cela a également permis aux citoyens d'obtenir l'assurance des candidats qu'ils ne subiraient ni violence ni fraude électorale. Dix-neuf des 23 candidats à la présidence ont assisté à l'événement au Centre jésuite, montrant que les candidats considéraient l'Église comme un organisateur de confiance ayant accès à l'électorat.

L'Église a déployé des mesures concrètes pour protéger le vote du peuple lors de l'élection. Elle a déployé 700 observateurs dans tout le pays et a mis en place des structures pour signaler les incidents de violence, y compris les déclarations des médias utilisées au Zimbabwe et à l'étranger.¹⁶ La journée de vote de 2018 a été globalement pacifique. Malheureusement, malgré ces efforts de non-violence, le processus a été entaché lorsque les militaires ont tiré sur des citoyens qui exigeaient la publication rapide des résultats dans les jours suivants. L'Église a fermement renoncé à la violence¹⁷ et a proposé de servir de médiateur entre le gouvernement et l'opposition.¹⁸ Les efforts continuent encore aujourd'hui.

15. <http://www.zesn.org.zw/wp-content/uploads/2018/12/Final-ZESN-2018-Harmonised-Election-Report.pdf>

16. Dadirai Chikwengo, conseiller en gouvernance de CAFOD, s'est entretenu avec Ed Stourton dans l'émission du dimanche de BBC Radio 4 sur le rôle de l'Église dans les élections au Zimbabwe BBC le 30 juillet 2018.

17. <http://imbisaweb.com/?p=2105>

18. <https://cruxnow.com/global-church/2018/08/07/catholic-church-offers-to-mediate-zimbabwe-election-dispute/>

4

Sensibilisation des électeurs et éducation civique – Kenya

Voici quelques-uns des facteurs contributifs de l'Église identifiés dans cet exemple de cas:

- L'Église utilisera son système capillaire de diocèses et de paroisses, de bénévoles et d'événements programmés par l'Église, pour atteindre 18 des 20 diocèses du Kenya par le biais d'un programme de sensibilisation des électeurs.

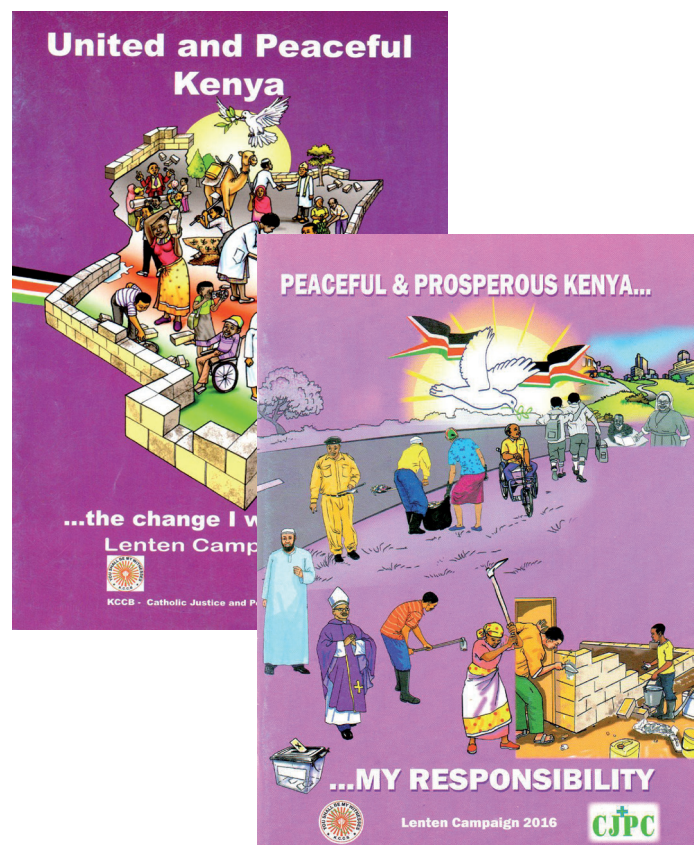
Au Kenya et dans d'autres pays, l'Église possède une grande expérience dans la sensibilisation des électeurs. Il s'agit de la diffusion d'informations, de matériels et de programmes destinés à informer les électeurs des détails et des procédures du processus de vote pour une élection. L'Église s'engage également dans l'éducation civique, qui est un concept plus large allant au-delà de toute élection à un moment donné. Il s'agit de fournir une connaissance du système politique d'un pays et du contexte historique et politique plus large. Ensemble, la sensibilisation des électeurs et l'éducation civique sont nécessaires et se renforcent mutuellement. Cela permet aux citoyens de comprendre leurs droits et les systèmes politiques afin qu'ils puissent prendre des décisions en connaissance de cause au moment des élections.

4.1 La campagne de Carême (Pâques)

Les élections au Kenya se déroulent dans le cadre d'une démocratie multipartite, avec un accent particulier sur le système présidentiel. Le Président, le Sénat, les gouverneurs et les membres du Parlement sont élus directement par le peuple sous la supervision de la Commission électorale indépendante et de délimitation des circonscriptions électorales (IEBC), qui est la commission chargée de la conduite des élections.

Au Kenya, l'Église est depuis longtemps un partenaire de confiance de l'IECB pour l'éducation électorale et civique. En utilisant ses structures, son pouvoir du nombre et son influence, l'Église a mené plusieurs initiatives pour diffuser des informations sur l'élection aux électeurs. Les interventions notables pour les élections de 2017 ont été la campagne de carême qui comprenait : la formation d'animateurs pour la sensibilisation des électeurs, le développement de ressources, des ateliers communautaires, des prières et des échanges avec les médias.

La campagne de Carême s'est concentrée sur le thème: *Peace and Credible Elections..... Leaders of Integrity* et a été lancée dans tous les diocèses. La campagne a permis d'identifier cinq questions à débattre chaque semaine dans les églises et les communautés. Parmi celles-ci on trouve notamment : Sécurité ; Jeunesse et société ; Conservation et protection de l'environnement ; Élections ; et Ethnicité et clanisme négatifs. La discussion a utilisé la méthodologie Voir, Juger et Agir (voir page 12) dans chacun des diocèses, en reliant les expériences des communautés. Les délibérations ont montré comment la vie publique est intimement liée à la foi et comment l'Église est ancrée dans les communautés. Le lancement national de 2018 de la campagne de Carême a réuni 7 000 personnes. Par la suite, 18 diocèses sur 20 ont eu leurs propres lancements avec environ 4 000 personnes à chaque lancement. Cela a permis d'atteindre environ 2,4 millions de personnes par le biais de petites communautés chrétiennes dans chacun des diocèses.



Certains des documents de la campagne de Carême

Parce que l'Église est enracinée dans les communautés, elle a utilisé ses structures, des laïcs au clergé, pour améliorer la formation des électeurs et la paix dans les communautés. Les laïcs ont été formés pour accompagner les communautés et diffuser la parole de paix, tandis que les prêtres ont ancré des messages de paix dans leurs sermons. La Conférence des évêques catholiques du Kenya, à travers la Commission catholique Justice et Paix et la Commission religieuse et du clergé, a organisé des réunions et des formations pour équiper le clergé en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits. À la fin de chaque messe, les animateurs formés ont eu le temps de mener des actions d'éducation civique, d'éducation à la paix et de formation des électeurs dans les locaux de l'Église avec les différents groupes de l'Église, tels que l'Association catholique des femmes (CWA), l'Association catholique des hommes (CMA) et l'Association catholique de la jeunesse. Cela a été rendu possible car les paroissiens considèrent l'Église comme un mode de vie et disposent de temps après la messe.

En utilisant les structures existantes de l'Église, les ressources en matière de formation des électeurs ont été utilisées comme outils d'engagement dans les communautés par des animateurs communautaires à long terme pour la paix et la justice. Les différentes communautés ont pu adapter et diffuser l'information comme elles le souhaitaient. Cela a conduit à l'élaboration de plans de paix dirigés par les communautés, dont elles étaient propriétaires, ce qui a

Dans le comté de Samburu, l'Église catholique a utilisé un programme existant pour former ses électeurs. Le mouvement des femmes catholiques approvisionne les communautés en eau, car ce sont principalement des femmes qui gèrent la distribution d'eau. En consultation avec les femmes, les animateurs ont pu organiser une session d'éducation des électeurs pour les femmes en même temps que la collecte de l'eau. L'action a atteint des femmes qui, autrement, auraient été laissées pour compte en raison des contraintes de temps pour accomplir les tâches ménagères.

facilité l'adhésion et la promotion de ces plans. La Conférence des évêques catholiques du Kenya a tenu des réunions consultatives de haut niveau avec des rédacteurs en chef des médias pour les inciter à partager des messages de paix dans les journaux. Cela a atteint un niveau plus large de lectorat et d'influence, en raison de la popularité des médias.

Pour prévenir toute violence pendant les élections, l'Église a utilisé son potentiel de rassemblement pour organiser une journée nationale de prière. La prière a eu lieu avant les élections, réunissant d'autres confessions, des candidats de tous les horizons politiques, des médias et des membres du corps électoral pour délivrer des messages de paix.



5

Encadrement des processus électoraux : Actions aux niveaux régional et international pour des élections libres et équitables en RDC

Voici quelques-uns des facteurs contributifs de l'Église identifiés dans cet exemple de cas:

- L'Église a utilisé sa portée aux niveaux local et international et son enracinement dans les communautés pour former 41 026 observateurs, certains originaires de régions très reculées de la RDC, à administrer un exercice parallèle de dépouillement des suffrages. La large portée des observateurs a permis à l'Église de fournir un résultat alternatif, en utilisant des observateurs locaux, régionaux et internationaux pour comptabiliser les résultats affichés dans les bureaux de vote.
- L'Église a utilisé des structures régionales et internationales pour plaider en faveur d'élections libres et équitables et pour contester la candidature inconstitutionnelle du président pour un troisième mandat.

L'observation électorale est le suivi d'une élection par des partis indépendants locaux et étrangers afin d'évaluer le déroulement du processus électoral sur la base des normes électorales nationales et internationales. Cela contribue au renforcement des institutions démocratiques et instaure la confiance du public dans les processus électoraux en dissuadant la fraude, l'intimidation et la violence. La RDC a connu trois cycles électoraux depuis la fin de la guerre civile et régionale de 1998 à 2003. Cette guerre a fait plus de 6 millions de morts¹⁹ et s'est soldée par un accord de paix. Toutefois, des zones de conflit persistent dans certaines parties du pays et tous les scrutins qui se sont déroulés par la suite ont été marqués par la violence et le manque de fiabilité des résultats.

L'étude de cas de la RDC se penche sur un aspect spécifique de l'observation, portant sur l'engagement des acteurs régionaux et internationaux à contester la candidature anticonstitutionnelle du président Kabila qui brigue un troisième mandat. Le soutien régional et international au travers des réseaux catholiques de l'Église a permis de plaider en faveur d'élections libres et équitables en mettant en évidence les irrégularités du processus. La large portée de l'observation

électorale et l'enracinement dans les communautés ont permis à l'Église de présenter un résultat distinct de celui offert par les groupements politiques, en faisant appel à des observateurs locaux, régionaux et internationaux pour surveiller et comptabiliser les résultats affichés dans les bureaux de vote.

L'Église est présente dans les 26 provinces du pays, grâce à la fourniture de services essentiels à la population. En RDC, environ la moitié des 75 millions de personnes sont catholiques romaines, et l'Église - avec son réseau d'écoles, de paroisses et de centres médicaux - est l'une des rares institutions à jouir d'un grand respect dans un pays vaste et divisé.²⁰

En 2016, l'Église a contesté avec succès la candidature du président Kabila à un troisième mandat, en violation directe de la constitution qui ne permet pas à un président de se présenter pour plus de deux mandats.

Par des communiqués de presse et des lettres pastorales, l'Église a contesté le retard tactique dans la proclamation des élections, visant à maintenir le président en fonction. L'Église a utilisé les réseaux régionaux établis, comme la Conférence interrégionale des évêques d'Afrique australe (IMBISA) pour organiser une série de réunions avec les ambassadeurs de la SADC à Kinshasa afin d'influencer la SADC à changer sa position de soutien inconditionnel au président Kabila.

Le 28 mai 2016, l'Église a lancé une campagne de pétition pour recueillir au moins un million de signatures afin de demander l'organisation d'élections locales et municipales plusieurs fois reportées. La CENCO a lancé une campagne de sensibilisation avec plusieurs messages, dont des lettres pastorales, demandant l'organisation d'élections crédibles et équitables conformément à la Constitution. Cette campagne s'est déroulée à la fois dans les zones rurales et urbaines, y compris dans les endroits où l'État est presque totalement absent.

Fin 2016, la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), partenaire catholique, a joué un rôle clé dans le processus de médiation qui a conduit à l'accord politique global et inclusif, l'Accord de la Saint-Sylvestre. L'accord, signé en décembre 2016, offrait une feuille de route pour sortir de la crise politique et

19. <https://www.caritas.org/2010/02/six-million-dead-in-congos-war/>

20. <https://www.dw.com/en/dr-congo-the-church-has-to-walk-a-very-fine-line/a-42002319>



Plaidoyer de la CENCO auprès de S.E. M. Edgar LUNGU, Président de la Zambie et Président de la Troïka de la SADC sur la politique, la sécurité et la défense. Lusaka, le 7 septembre 2018

constitutionnelle du pays. Il a ouvert la voie à la tenue d'élections présidentielles, législatives et provinciales, qui avaient été reportées à plusieurs reprises par le gouvernement pour gagner plus de temps au pouvoir.

En 2017, les réseaux de l'Église ont concentré leurs efforts sur l'éducation civique de la population pour la préparer aux élections. L'Église s'est également concentrée sur la formation d'observateurs pour les élections tant attendues. Le programme d'éducation civique et électorale de l'Église disposait d'une équipe de plus de 10 000 animateurs à long terme. Ces animateurs ont organisé des sessions de formation civique à travers le pays, couvrant des questions telles que : la gouvernance ; la corruption ; le tribalisme ; la non-violence et l'engagement citoyen. Au total, plus de 18 millions d'hommes et de femmes ont bénéficié de ces formations. L'Église a également diffusé des discussions sur ces sujets sur plus de 80 stations de radio.

Bien que les élections de 2018 en RDC aient été annoncées comme constituant le premier transfert démocratique de pouvoir dans le pays, ses résultats ont été confronté à un défi formel et à une importante contestation en raison d'irrégularités électorales. Des machines à voter électroniques controversées avaient été introduites prématurément pour la première fois sans consultations ni préparation des électeurs. En outre, il y a eu des allégations concernant l'existence

de plus de six millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales sans identification par empreintes digitales. Il y a également eu un refus de disposer d'observateurs internationaux et peu d'espace accordé aux groupes d'opposition et à la société civile, y compris des menaces et des violences réelles.

Compte tenu de ces défis, la CENCO a eu recours à des structures externes de l'Église catholique et a organisé des délégations œcuméniques dans la région et auprès de la communauté internationale pour plaider en faveur d'élections légitimes et crédibles.

En novembre 2018, les évêques, organisés par la CENCO, ont publié une déclaration déplorant l'inégalité des conditions de jeu et ont appelé à la solidarité internationale:

Ces conditions ne permettent pas d'obtenir un changement démocratique qui assure la légitimité de ceux qui nous gouvernent. Les évêques de la CENCO sont convaincus que dans le cadre de la coopération internationale, les frères [sic], amis et voisins de la RDC peuvent apporter une contribution pour satisfaire les aspirations du peuple congolais.²¹

21. CENCO (2018). Des élections crédibles pour une véritable alternance politique

22. <https://actualite.cd/2018/09/17/rdc-elections-les-15-recommandations-des-experts-britanniques-sur-la-machine-voter>

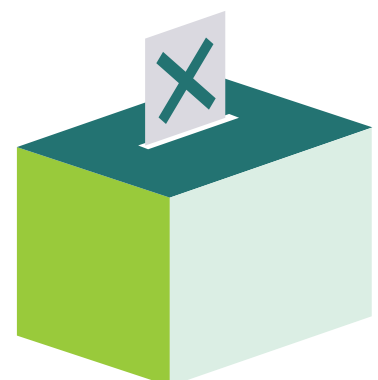
En s'appuyant sur des études indépendantes et des experts étrangers en matière de vote, la CENCO a pu mettre au jour des failles et des inquiétudes généralisées concernant l'utilisation des machines à voter électronique.²² La CENCO a fait part de ces préoccupations à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) pour s'assurer que les machines étaient crédibles et fiables.

Afin de protéger le vote des citoyens et de garantir l'exactitude des résultats, la CENCO a mis en place un processus de compilation parallèle des suffrages (PVT) en utilisant son réseau d'observateurs nationaux, régionaux et internationaux. L'Église a déployé des milliers d'observateurs dans tout le pays, par paires et par bureau de vote. Ces paires ont été mises en place pour la compilation parallèle des suffrages (PVT) et cela a permis à l'Église de collecter et de surveiller les résultats des élections en temps réel. 41 026 observateurs à court et à long terme, le plus grand effort de ce type dans le pays, ont été formés et déployés. La RDC est connue pour avoir peu ou pas d'infrastructures, avec des routes et des réseaux ferroviaires délabrés, un territoire vaste, des forêts étendues et de grandes rivières. Dans ces conditions, il n'était donc pas facile pour l'Église de mettre en

place des structures et des méthodes de formation permettant de soutenir la plus grande mission d'observation du pays.

En janvier 2019, les observateurs ont compté les résultats affichés dans les bureaux de vote. Cela a été rendu possible car la CENCO disposait de structures dans les communautés et avait la confiance des citoyens comme étant des observateurs impartiaux sur le terrain. La crédibilité de leurs observateurs a aidé la CENCO à défier l'organe électoral CENI de publier des résultats précis, car les résultats initialement publiés par la CENI ne correspondaient pas aux chiffres recueillis par la mission d'observation de la CENCO.

Bien que l'Église ait lancé le défi dans les limites de la loi, ces actions ont irrité les représentants du gouvernement. Sans se décourager, l'Église a continué à faire pression pour la paix et la stabilité en RDC et continue à ce jour. L'Église et les réseaux catholiques ont plaidé pour que l'ancien régime permette au nouveau président de faire son travail sans entrave. L'Église demande également au nouveau gouvernement d'améliorer la vie de la population en général.



6

Contrôle des processus électoraux : une approche interconfessionnelle du suivi et de l'observation des élections de 2018 en Sierra Leone

Voici quelques-uns des facteurs contributifs de l'Église identifiés dans cet exemple de cas:

- L'Église a recouru à la technologie pour permettre aux structures existantes constituées de promoteurs de la paix formés d'améliorer leur travail de surveillance.
- L'Église était inclusive et travaillait bien avec les dirigeants et les réseaux d'autres religions.

À l'échelle mondiale, Internet et la technologie sont devenus de plus en plus importants pour des élections libres et équitables, en particulier pour l'inscription des électeurs, la vérification et l'organisation des élections. La technologie permet également le partage d'informations entre les citoyens, fournissant des preuves de la responsabilisation des institutions et des individus impliqués dans des incohérences électorales. Cependant, l'importance de combiner les activités en ligne et hors ligne peut être la clé pour promouvoir et garantir des élections équitables.

En Sierra Leone, l'accès à Internet et la connectivité se développent - environ 83 % de la population a accès à Internet.²³ Cette croissance est principalement due à l'abondance de téléphones connectés bon marché et à la montée en puissance de la connectivité des réseaux mobiles à travers le pays.²⁴ Cependant, la technologie en elle-même n'est pas une panacée pour des élections libres et équitables. Le travail interconfessionnel en Sierra Leone a montré comment les réseaux et les connexions des acteurs religieux sur le terrain ont contribué à rendre la technologie plus efficace pour améliorer la qualité des élections.

L'Église catholique de Sierra Leone, travaillant par l'intermédiaire du Conseil interreligieux de Sierra Leone (IRCSL), a incité les chefs religieux et les animateurs communautaires à utiliser la technologie pour permettre un meilleur suivi et une meilleure observation des élections de 2018. Cette approche de l'observation électorale et des rapports d'incidents était inhabituelle car elle combinait des éléments en ligne et hors ligne. Les structures existantes ont permis

l'application efficace de nouvelles technologies, et ces technologies ont amélioré les travaux existants. S'appuyant sur les succès de la collaboration pendant la guerre, et plus récemment dans la réponse à la crise d'Ebola, l'Église catholique travaillant avec l'IRCSL s'est associée à de nombreuses autres organisations pour mettre en place une plateforme numérique d'observation des élections ; le principal vecteur de ce travail a été le site Internet *Sierra Leone Decides*.²⁵

Les élections de 2018 étaient les quatrièmes élections organisées depuis la fin du conflit civil en 2002. Elles ont été très contestées car une transition du pouvoir présidentiel était nécessaire. En effet, le président sortant Ernest Koroma avait exercé le maximum de mandats autorisés en tant que président. Les élections précédentes avaient été marquées par des flambées de violence politique, ce qui avait suscité beaucoup de tensions avant, pendant et après les élections.

La plate-forme technologique a été utilisée pour diffuser largement des informations avant, pendant et après les élections de 2018. Ces informations comprenaient des messages à vocation pédagogique sur la violence électorale et des informations fiables sur le déroulement des élections. L'information visait à atteindre les groupes marginalisés, tels que les jeunes qui étaient tombés dans l'apathie en raison des niveaux élevés de chômage. Il était clair qu'une nouvelle approche était nécessaire, basée sur le travail des promoteurs de la paix qui servaient de surveillants à long terme dans les communautés.

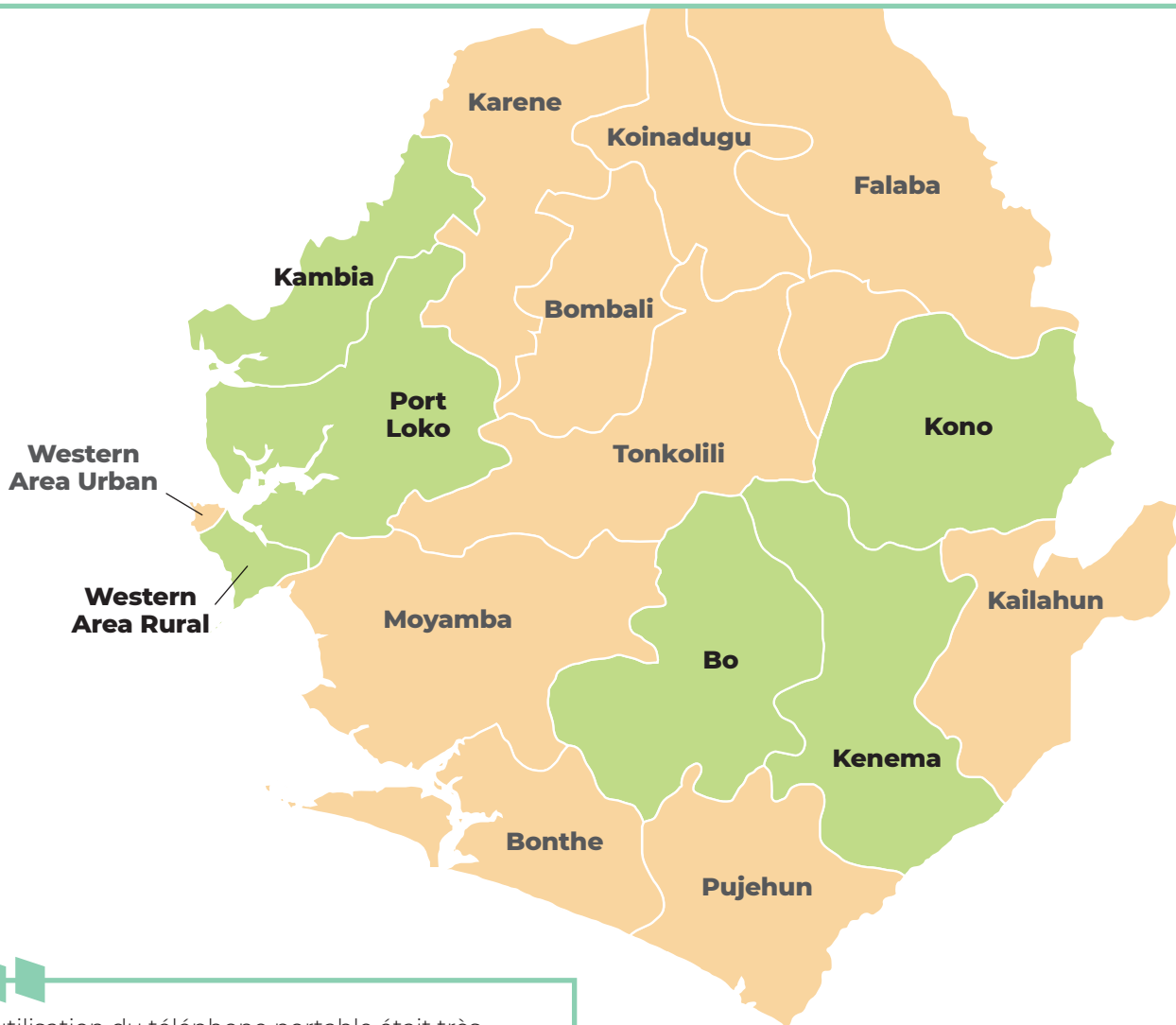
L'IRCSL a dispensé une formation sur la résolution des conflits et les rapports d'incidents à 60 promoteurs de la paix de leur réseau actuel d'animateurs de paix. Ils couvraient six districts ainsi que Freetown qui ont été identifiés comme des points chauds potentiels en proie à une violence électorale. La présence de ce réseau existant a permis l'adoption réussie de la nouvelle technologie en peu de temps et a favorisé son utilisation pour réduire les incidents de violence.

Les promoteurs de la paix ont reçu des téléphones portables et une recharge réseau. Ils ont été formés sur la façon de signaler les incidents de violence ou d'irrégularité électorale sur la plateforme *Sierra*

23. BBC Media Action, (2015). Communication en Sierra Leone: une analyse des médias et des audiences mobiles (Internet). Disponible sur <http://downloads.bbc.co.uk/rmhttp/mediaaction/pdf/research/mobile-media-landscape-sierra-leone-report.pdf>

24. Ibid

25. <https://sierraleonedecides.com/>



L'utilisation du téléphone portable était très simple...il était facile de faire un rapport...cela nous a aidé à faire nos rapports...vous ferez un rapport mais ensuite si c'est quelque chose de très grave vous appellerez aussi le coordinateur pour faire la liaison avec la police.

Christian Feya, coordinateur de district IRCSL, district de Kono

Leone Decides via SMS et application mobile. Ils ont également été formés pour offrir une résolution de paix communautaire aux cas mineurs, et pour organiser des rencontres entre les chefs de l'Église et les représentants des partis politiques dans les communautés.

Les cas importants ont été transmis aux services de sécurité ou à la commission électorale compétents via la salle de situation du National Election Watch (NEW). Les incidents ont ensuite été affichés sur une carte interactive sur le site Internet *Sierra Leone Decides*. Les services de sécurité ont réagi et ont fait appel au soutien, aux connaissances et aux relations déjà disponibles auprès des promoteurs de la paix de la communauté ecclésiale. Grâce à cette technologie, les promoteurs de la paix ont pu rendre compte de

la vitesse à laquelle les services de sécurité ont réagi aux incidents violents et observer comment cela a contribué à dissuader ou à atténuer la violence dans les communautés signalées.

L'approche interconfessionnelle de l'IRCSL a également favorisé la résolution des conflits sur le terrain, en mobilisant et en exploitant un réseau préexistant de promoteurs de la paix pour soutenir les changements de comportement visant à réduire la violence dans les communautés.

Il y a eu un incident où des fonctionnaires sont entrés dans un bureau de vote... ils sont venus et ont dit qu'ils étaient du Bureau de la sécurité nationale, mais ils ne pouvaient pas le prouver... Alors, je l'ai signalé par SMS et une mesure a été prise. Les services de sécurité sont entrés et sont intervenus rapidement.

George Sesay, coordonnateur de district IRCSL, district urbain de l'Ouest

7

Médiation des conflits électoraux - Zambie et Kenya

Caractéristique essentielle démontrée par l'Église dans les deux exemples de cas:

- L'Église a utilisé ses pouvoirs de conciliation et de médiation qui découlent de son engagement envers le bien commun, du service aux autres et de sa neutralité perçue. Cela lui a permis de rassembler les personnes à travers les divisions politiques en tant que médiateur de confiance.

7.1 « Une nation Une Zambie »

Depuis l'avènement de la démocratie multipartite en 1991, la Zambie a été saluée comme un modèle de paix dans la région, témoignant d'un engagement fort en faveur du processus démocratique. La situation politique et des droits de l'homme en Zambie est généralement décrite comme stable, car la Zambie a géré les transitions politiques en grande partie par des moyens démocratiques pacifiques.

En 2016, la situation a radicalement changé. Les résultats des élections de 2016 en Zambie ont été contestés, suite à des allégations de fraude électorale par l'opposition. L'affaire a été rejetée pour des raisons techniques sans que la Cour constitutionnelle n'ait déclaré le vainqueur. Hakainde Hichilema, le leader de l'opposition, a été arrêté pour ne pas avoir laissé passer un convoi présidentiel. Suite à son arrestation, le pays a été plongé dans une situation tendue qui a été aggravée par des incendies inexplicables qui ont brûlé des bâtiments gouvernementaux et des marchés. L'opposition a quitté le lieu pendant le discours présidentiel au Parlement. Cela a conduit le Président à déclarer une menace d'état d'urgence publique (article 31, Constitution zambienne).

En réponse, une lettre pastorale a été publiée par la Conférence des évêques catholiques de Zambie (ZCCB) intitulée « *Si vous voulez un travail de paix pour la justice, dites la vérité au pouvoir* ». La Lettre critiquait vivement l'approche dictatoriale du gouvernement actuel qui provoquait davantage de tensions politiques et aggravait la crise politique. Le président a accepté de rencontrer les évêques catholiques dans les premiers pas vers le dialogue. Des dialogues antérieurs avaient

été tentés, accueillis par le Commonwealth et le Centre zambien pour le dialogue interpartis, le gouvernement ayant préféré le médiateur. Cependant, l'opposition a préféré un nouveau dialogue dirigé par l'Église, disant que le pays était en sécurité dans les mains de l'Église ; ils ont estimé que l'Église avait prouvé sa compétence et sa neutralité puisqu'elle avait déjà rassemblé la nation par le passé et qu'on pouvait lui faire confiance à ce sujet. L'Église s'est activement engagée dans la surveillance des élections, notamment en contrôlant les résultats par le biais d'une compilation parallèle des résultats de vote par le Groupe de surveillance des Églises chrétiennes œcuméniques (CCMG) dans le but de garantir une élection libre, équitable et pacifique.



Crédit, caricature de Kiss Brian Abraham / Flipproject Zambia

Se fondant sur sa connaissance des communautés en Zambie, l'Église a reconnu que le conflit électoral accentuait les divisions tribales et ethniques, menaçant ainsi le tissu social de la nation. L'Église a donc élargi le dialogue pour promouvoir la guérison nationale. Un cadre de dialogue a été développé en trois cycles:

Cycle 1: Activités d'action pré-dialogue, afin obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes;

Cycle 2: Obtenir la clôture des élections en 2016;

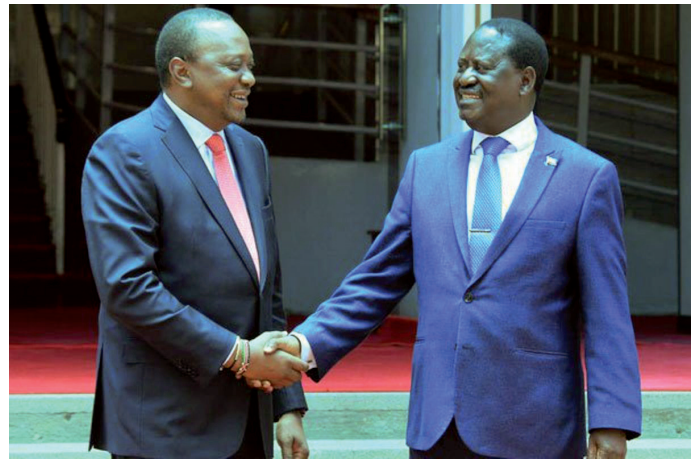
Cycle 3: Premier dialogue national suivi de forums de dialogue provinciaux avec une feuille de route et un cadre de réconciliation pour tracer la voie des élections de 2021.

Au moment de la rédaction de cet article (2019), la Conférence épiscopale en est au cycle 1: coordonner les Indabas (réunions) en tant qu'activités de pré-dialogue dans tout le pays pour écouter les préoccupations des citoyens, obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes et promouvoir la réconciliation.

7.2 La poignée de main " dorée " – Kenya

Les élections de 2013 au Kenya ont été contestées, et l'opposition a dénoncé un truquage. En 2015, la Conférence des évêques catholiques du Kenya (KCCB) et le Conseil national des églises du Kenya (NCCK) ont appelé à des réformes au sein de l'IEBC (Independent Electoral Boundaries Commission) et du cadre électoral plus large. Leur objectif était de sauvegarder les élections générales de 2017 pour éviter une répétition du résultat contesté de 2013. KCCB et NCCK se sont associés à d'autres chefs religieux et ont utilisé leur accès au pouvoir pour lancer un processus de médiation visant à garantir la crédibilité des élections générales de 2017. En collaboration avec le NCCK et plus tard avec le Conseil interreligieux du Kenya (IRCK), la conférence a créé le Forum multisectoriel qui a rassemblé divers secteurs pour faire progresser le dialogue et d'autres médiations par le biais d'un forum dirigé par des chefs religieux, le Groupe de référence sur le dialogue (DRG). Le groupe était présidé par le regretté évêque révérend Cornelius Korir, qui était également président de la Commission catholique pour la justice et la paix (CJPC).

Comme lors des élections de 2013, l'opposition a contesté les résultats de 2017 et a refusé de reconnaître le président Uhuru Kenyatta en tant que président légitime. Des tensions politiques et une anxiété élevées se sont transformées en troubles, conflits et violences, survenant dans plusieurs régions du pays. C'était particulièrement le cas dans les régions où l'opposition disposait d'une base de soutien massive. La période de l'élection présidentielle de 2017 a vu des opérations policières abusives dans les bastions de l'opposition, la police ayant battu et abattu au moins 100 manifestants et passants de l'opposition. De nombreuses femmes et filles ont été violées et harcelées sexuellement par la police au cours de ces opérations.²⁶ La situation a été exacerbée par l'opposition qui a prêté serment à



The Daily Nation Kenya, 16 mars 2018

l'ancien premier ministre et chef de l'opposition, l'hon. Raila Odinga en tant que « Président du peuple du Kenya » à Uhuru Park le 30 janvier 2018.

En réponse, le DRG a organisé et convoqué plusieurs sessions de construction de scénarios sur l'état de la nation, cherchant à comprendre la crise et à développer des interventions appropriées. Le groupe a organisé une mission d'enquête et a rendu visite aux victimes des violences qui avaient secoué la ville-bastion de l'opposition de Kisumu. Ayant vu l'impact de la violence récente, le groupe a immédiatement appelé à la non-violence dans tout le pays. .

La visite était un geste de solidarité et une démonstration de volonté d'unir des communautés divisées ; celle-ci fut largement télévisée et médiatisée. Tirant parti de son accès au pouvoir, le DRG a convoqué une réunion avec le secrétaire du cabinet et l'inspecteur général pour faire part de ses préoccupations concernant la détérioration de la sécurité dans le pays. La réunion a démontré la confiance du gouvernement dans l'Église en acceptant d'agir sur les cas de brutalité policière que l'Église a mis au jour. Par un communiqué de presse, les évêques catholiques ont exhorté l'opposition à cesser les manifestations de masse et à demander plutôt réparation auprès de la Cour suprême. Par ailleurs, ils ont demandé au président de mettre fin aux brutalités policières et de protéger tous les citoyens kenyans. Cette action a montré que l'Église était indépendante et en confiance pour défier à la fois le gouvernement et l'opposition.

Ces efforts pour répondre aux tensions politiques de haut niveau dans le pays ont abouti à une Conférence nationale des chefs religieux en février 2018, au cours de laquelle le DRG a adopté un Cadre pour le dialogue

26. Rapport mondial de Human Rights Watch, 2019: 322

national. Ces efforts de médiation, et d'autres actions menées en coulisses, ont permis au président Uhuru Kenyatta et à Raila Odinga de sortir de Harambee House le 9 mars 2018 et de se serrer publiquement la main ; ce moment est désormais célèbre sous le nom de « poignée de main ». Les deux dirigeants ont annoncé un accord et le lancement d'un programme visant à œuvrer pour l'unité de la nation par le biais d'un document intitulé « *Building Bridges to a New Kenyan Nation* ». Ce plan identifiait neuf problèmes à résoudre, parmi lesquels : l'antagonisme et la concurrence ethniques ; l'absence d'ethos national ; l'inclusivité ; la dévolution ; et les élections qui divisent. D'autres questions importantes étaient la sûreté et la sécurité, la corruption, la prospérité partagée et les responsabilités et droits.

L'Église a organisé avec succès un petit-déjeuner de prière où des personnes de différents groupes ont été

invitées et un groupe de travail a été formé. Un groupe de travail a été formé pour évaluer les défis nationaux décrits dans le communiqué de *Building Bridges*. L'évaluation a débouché sur des recommandations pratiques et des propositions de réforme afin de construire une unité durable. Selon *le Nation*, le plus grand journal du Kenya, la nomination d'anciens membres du DRG interreligieux, parmi lesquels Mgr Zacchaeus Okoth, a donné de la crédibilité au groupe de travail et démontré l'influence de l'Église.²⁷

La poignée de main a apporté un soulagement massif au pays, mettant un terme à la controverse sur l'élection présidentielle de 2017 et au clivage entre les deux dirigeants et leurs partisans qui menaçait de paralyser toutes les institutions de gouvernance dans un pays déjà fortement divisé.

27. Daily Nation (2018) <https://www.nation.co.ke/news/National-healing-to-top-agenda-of-Uhuru-Raila-team/1056-4536696-sr3ek0z/index.html>

8

Promotion de législatures compétentes, responsables et réactives : le Bureau de liaison parlementaire - Zimbabwe

Voici quelques-uns des facteurs contributifs de l'Église identifiés dans cet exemple de cas:

- L'Église a tiré parti de son influence et du respect des gouvernements et du corps législatif pour imposer la responsabilité du gouvernement au-delà des élections en créant le Bureau de liaison parlementaire qui agit comme un pont entre le Parlement et le peuple en influençant les députés à légiférer sur les politiques en faveur des pauvres.

... une voix morale... en particulier à un moment où ce monde connaît de nombreux conflits [tels que] les réfugiés, les migrations, les violations des droits de l'homme et le changement climatique, nous avons vraiment besoin d'une voix morale aussi forte que celle du Pape ; en cette occasion, où plus de 150 chefs d'État et de gouvernement du monde se réunissent, vous ne pouvez donc pas vous attendre à un rassemblement plus grand, plus significatif et plus important des dirigeants du monde, dont le Pape.²⁸

L'après-élection est l'un des domaines facilement oubliés du cycle électoral, car l'attention s'estompe après l'annonce des résultats. L'Église a montré l'importance de continuer à travailler et à surveiller la gouvernance au-delà du jour des élections, en établissant des structures qui travaillent avec les parlements et d'autres organes de gouvernance clés. Le but de ces structures est de fournir un pont entre les citoyens et les institutions, visant à amener les dirigeants élus à rendre compte de leurs promesses et engagements, et de plaider en faveur de politiques en faveur des pauvres.

Tirant parti de son influence et du respect des gouvernements et des législatures, l'Église catholique a établi des bureaux de liaison parlementaires catholiques (CPLO) dans plusieurs pays, dont le Zimbabwe, l'Ouganda, le Kenya, le Malawi, la Zambie et l'Afrique du Sud. Au niveau sous-régional et continental, le Symposium des communautés épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SECAM) dispose d'un bureau de liaison à l'Union africaine. Au niveau international, l'Église catholique dispose d'une représentation permanente auprès des Nations unies à New York et à Genève, afin d'aider les conférences épiscopales nationales à faire passer les questions de défense des droits à des niveaux d'influence plus élevés. L'ancien secrétaire général des Nations unies, s'exprimant sur le discours du pape à l'Assemblée générale des Nations unies qui a adopté les objectifs de développement durable en septembre 2015, a salué ce discours comme:

Le CPLO au Zimbabwe agit comme un pont entre le Parlement et le peuple, en influençant les députés sur des questions clés qui bénéficient aux citoyens. Le CPLO a facilité la création d'un groupe parlementaire catholique multipartite qui rassemble les questions soulevées par les communautés pour discussion au Parlement. En 2013, le CPLO, en collaboration avec la Commission catholique pour la justice et la paix et d'autres organismes ecclésiastiques, a facilité les discussions communautaires sur la constitution avant la réunion de la commission parlementaire. Cela signifie qu'au moment où la commission parlementaire s'est rendue dans les communautés, les populations étaient informées et préparées au processus, et mieux à même de participer de manière significative.

Le CPLO gère deux programmes principaux ; le premier est le programme "*Connaissez votre Parlement*", dans le cadre duquel les représentants des électeurs d'un député rendent visite à leur député au Parlement pour faire le point sur un sujet de préoccupation ; il s'agit d'assurer le suivi des engagements pris par les hommes politiques pendant les campagnes. Concernant le deuxième programme, le CPLO organise, par le biais du forum "*Rencontrez votre député/leaders*", les électeurs par le biais des structures locales du CCJP et invite les députés à une séance de questions avec les communautés de leur circonscription. En 2016, le CPLO a organisé une réunion avec le député de Harare Ouest au cours de laquelle les électeurs ont discuté, entre

28. <https://zenit.org/articles/ban-ki-moon-says-pope-francis-is-man-of-moral-voice-purpose/>

autres, de l'utilisation des fonds de développement des circonscriptions²⁹. Ce faisant, le CPLO offre un cadre efficace pour renforcer la participation et la responsabilité. En outre, le CPLO utilise ces activités pour attirer et porter les questions pertinentes à l'attention de la Conférence des évêques en vue d'une action.

8.1 Autres exemples connexes en Ouganda et en Zambie

De même, en Ouganda, en 2010, par l'intermédiaire d'un bureau de liaison parlementaire, un comité de défense des évêques a été créé pour soulever des questions au Parlement. Lors de la réunion biennale des évêques catholiques en novembre 2011, l'archevêque de Gulu, John Baptist Odama, s'est adressé au peuple ougandais lors d'une conférence de presse. Il a également publié un communiqué

de presse au nom du Comité de plaidoyer des évêques concernant le manque de transparence et de responsabilité dans le secteur pétrolier du pays. Deux ministres impliqués dans un scandale pétrolier ont démissionné peu de temps après la publication de la déclaration par les évêques. Cela montre à quel point l'Église peut être influente pour faire respecter la responsabilité et la transparence au sein du gouvernement.

En Zambie, Caritas a mis au point un "Promise Monitor", regroupant par secteurs les directives et les promesses faites par le président et d'autres hauts fonctionnaires, telles que rapportées dans les trois principaux quotidiens.

Grâce à des dialogues communautaires utilisant les structures de l'Église, les promesses sont suivies et utilisées comme preuves pour fournir un feedback au gouvernement.

COMMITMENT/PROMISE	OFFICIAL	SOURCE	AUTHOR	COMMENT / HAS THE GOVERNMENT DELIVERED?
CONSTITUTION AND CORRUPTION				
'Sata wants village ward councils': PF government want governance to go to the village level.	President Michael Chilufya Sata	Zambia Daily Mail January 13, 2013, Page 1	Steven Mvula	
Government prioritises elimination of corruption in land administration: Government's priority in 2013 is to eliminate corruption in land administration.	Minister of Lands, Natural Resources and Environmental Protection, Wylbur Simuusa	The Post January 3, 2013, Page 10	Misheck Wangwe	
Government to take care of GBV, human trafficking victims: The government has put in place a policy that will compel the state to look after victims of gender-based violence (GBV) and human trafficking.	Minister of Community Development, Mother and Child Health Dr Joseph Katema	The Post January 13, 2013 Page 5	Chris Ndhlovu	
Government introduces compulsory vehicle insurance scheme: Government has established a compulsory third motor vehicle insurance scheme in the Road Traffic Act.	Minister of Transport, Works, Supply and Communication Permanent Secretary Muyenga Atanga	Times of Zambia January 12, 2013 Page 1	Nakubiana Shabongo	
Government will review ZAWA law: Government is committed to protecting the country's wildlife.	Vice President Dr Guy Scott	Times of Zambia February 16, 2013 Page 2	Chila Namaiko	
Chipata Forest Reserve squatters must relocate: Hon Sichone says he is going to engage the investigative wings to find out how the funds for the rehabilitation of houses at Lutembwe Farm Centre for the handicapped were used.	Eastern Province Minister, Hon. Malozo Sichone	The Post April 12, 2013 Page 16	Christopher Miti	
State to undertake judicial reforms: Government will undertake judicial institutional reforms in accordance with the demands of the Zambian people as well as due to the pitfalls which have led to slow delivery of justice.	Justice Minister, Wynter Kabimba	Zambia Daily Mail May 3, 2013 Page 1	Chomba Musika	
State assures on graft fight, governance: Government has assured cooperating partners that it will continue to hold good democratic tenets and will not relent in the fight against corruption.	Foreign Affairs Minister, Efron Lungu	Times of Zambia May 21, 2013 Page 1	Chila Namaiko	

Exemple de traqueur de promesses en Zambie

29. Jessie Majome est une ancienne députée du Mouvement pour le changement démocratique de Harare West

9

Méthodologie

Pour mieux comprendre le rôle spécifique de l'Église dans les élections, des méthodologies mixtes ont été utilisées dans cette étude. La recherche avait des limites en ce sens qu'elle se concentrait uniquement sur des études de cas positives.

Grâce à un échantillonnage ciblé axé sur des exemples positifs pour montrer le potentiel de l'Église, cinq pays ont été identifiés pour la recherche. L'échantillonnage intentionnel, également appelé jugement, l'échantillonnage sélectif ou subjectif est une technique dans laquelle un chercheur s'appuie sur son propre jugement pour identifier et sélectionner des éléments représentatifs pour une recherche considérée comme possédant les caractéristiques requises. Un échantillon représentatif peut être obtenu par un jugement « raisonné », ce qui se traduira par un gain de temps et d'argent.

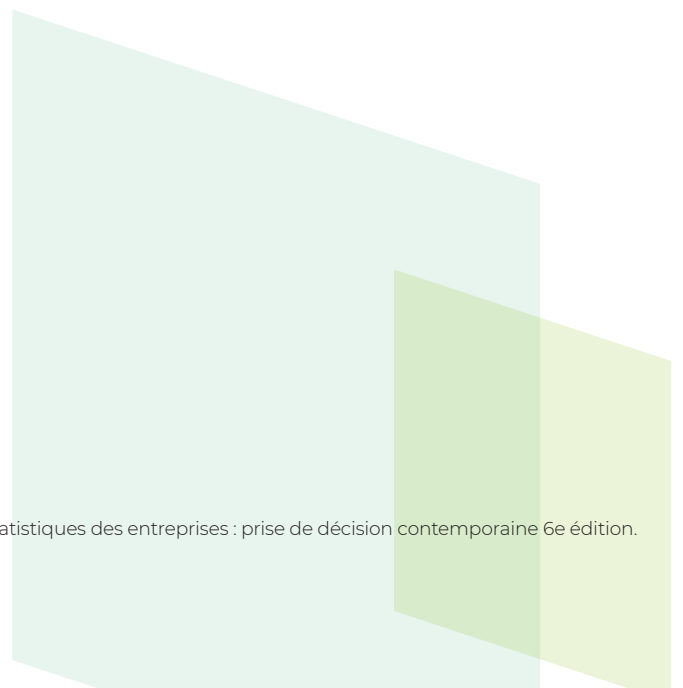
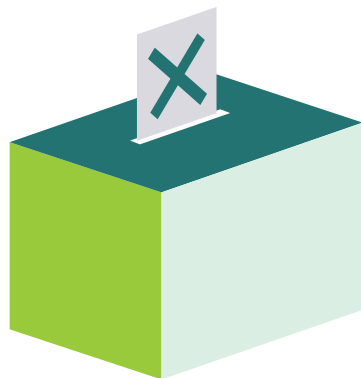
Une approche par étude de cas a été utilisée comme méthode qualitative pour examiner les informations sur six interventions de l'Église dans les processus électoraux. Chaque pays a été associé à un cycle d'intervention dans lequel il avait excellé, garantissant que tout le processus électoral était couvert, avant, pendant et après les élections. Cela a été fait à bon escient afin de s'assurer que l'on en tire des enseignements qui permettront aux pays d'avoir des réponses mieux informées à l'avenir. Dans le processus, des chercheurs locaux dans le pays, principalement des membres du personnel ou des partenaires de la

CAFOD, et ceux ayant une bonne connaissance de l'Église et du contexte ont été impliqués.

Reconnaissant que les points de vue des parties prenantes ont une incidence sur le rôle de l'Église, les membres des organes électoraux, le gouvernement, les membres des parlements et les principales organisations de la société civile (OSC) ont également été interrogés. Les méthodes de recherche étaient principalement centrées sur la collecte d'informations directement auprès des représentants du gouvernement, des politiciens, des groupes de la société civile, de la communauté et des dirigeants de l'Église, en s'appuyant sur les relations existantes.

Des questions de recherche clés ont été élaborées et adaptées pour chaque pays cible afin de développer les études de cas. La recherche était structurée comme suit :

- Revue de la littérature - pour construire l'analyse du contexte sur la nature et l'histoire des élections dans chaque pays, et l'histoire de l'Église en tant qu'acteur aux niveaux national, régional et international;
- Revue documentaire des interventions de l'Église lors des élections;
- Entretiens avec les principaux représentants de l'Église et les principaux intervenants électoraux;
- Rédaction d'études de cas.



10

Pourquoi l'Église ? Points forts et facteurs contributifs de l'Église dans les processus électoraux

Les études de cas de cette recherche ont montré les expériences variées et cruciales de l'Église. À travers ces études de cas, plusieurs facteurs et attributs communs se révèlent pour illustrer le rôle clé que l'Église peut jouer dans les processus électoraux. On peut citer : l'enracinement dans les communautés ; la nature omniprésente et la portée de l'Église, du local au mondial ; et sa capacité à réunir en raison de sa neutralité perçue ; et son engagement pour le bien commun et le service des autres.

Enracinement dans les communautés

Les études de cas ont révélé que la religion, en particulier en Afrique, est un mode de vie pour des millions de personnes, ancrée dans la culture des communautés et apportant des avantages sociaux aux communautés. Du « berceau à la tombe », l'Église joue un rôle prépondérant dans la vie des gens. La présence de l'Église ne dépend pas nécessairement d'un financement extérieur ou international. En fait, l'Église demeure bien après que l'attention internationale s'est estompée et que le financement extérieur a diminué. L'Église est un fournisseur clé de services essentiels tels que la santé et l'éducation dans la plupart des pays d'Afrique. L'Église inspire et motive les bénévoles qui considèrent leur rôle comme faisant partie d'un appel à faire la différence et comme un reflet de leur foi. En raison de cet ancrage dans les communautés, l'Église a la confiance de beaucoup. Par conséquent, lorsque l'Église aborde un problème particulier ou émet une lettre pastorale, elle a accès et obtient le soutien de toutes les plateformes à sa disposition. Au Kenya, la campagne de Carême (Pâques) a permis à environ 2,3 millions de personnes de recevoir une éducation électorale, dans 18 des 20 diocèses. Cela a été rendu possible par le fait que l'Église a eu recours à de petites discussions communautaires chrétiennes composées de groupes de chrétiens, de prêtres et de groupes de mouvements de jeunes, de femmes et d'hommes pour atteindre la communauté.

Parce que l'Église est enracinée dans les communautés, elle est souvent en mesure d'influencer les communautés religieuses et de façonner l'opinion publique dans la communauté au sens large. Au Zimbabwe et en Sierra Leone, l'Église a utilisé ses structures pour transmettre des messages au peuple et les inciter à renoncer à la violence dans les

communautés. En Zambie, l'Église utilise actuellement les structures des communautés locales pour organiser des Indabas (réunions modelées par la culture zambienne) dans tout le pays afin de dissiper toute division tribale et ethnique dans le cadre des efforts de réconciliation après les élections contestées de 2016.

Portée de l'Église, du local au mondial

En Afrique, les institutions confessionnelles, y compris l'Église, sont disponibles et présentes même dans les villages les plus reculés, où le gouvernement est absent. En RDC, 41 026 observateurs à court et à long terme, représentant un large éventail de communautés, ont été formés et déployés pour observer les élections. Cela a permis à l'Église de proposer un processus alternatif de comptage des électeurs, car la présence d'observateurs formés a donné de la crédibilité au processus.

Au Zimbabwe, l'enquête sur l'intégrité des élections a été rendue possible parce que l'Église a utilisé ses structures dans les huit diocèses du pays pour mener l'enquête. L'Église a pu porter les préoccupations du peuple au niveau national en collaborant avec la Commission électorale du Zimbabwe. La dimension mondiale de l'Église lui permet de faire remonter les problèmes jusqu'aux Communautés économiques régionales, aux niveaux continental et international en utilisant les structures ecclésiastiques fonctionnelles et existantes à ces niveaux.

En RDC, l'Église a utilisé ses réseaux dans la région de l'Afrique australe pour atteindre la SADC ainsi que les réseaux Caritas en Europe pour faire pression sur le gouvernement de la RDC afin qu'il organise des élections libres et équitables. Le président Kabila a succombé à la pression de l'Église et d'autres acteurs et a appelé à des élections qui avaient été reportées de deux ans. De même, au Zimbabwe, l'Église, par le biais de l'Initiative œcuménique d'observation de la paix, a collaboré avec le réseau régional de l'Église, IMBISA, et a organisé des visites de lobbying en Tanzanie, en Afrique du Sud, en Namibie et en Zambie ; ces pays étaient importants car ils présidaient la troïka de la SADC sur la paix ou convoquaient d'autres groupes de la SADC pour plaider en faveur d'élections pacifiques au Zimbabwe.

En RDC, la CENCO est perçue comme l'un des organes les plus légitimes de la société civile congolaise par son leadership moral et intellectuel, la prédominance de ses structures à travers le pays, la crédibilité de ses engagements et la défense des valeurs, sa neutralité et son impartialité ainsi que son engagement ferme dans la promotion de la dignité de la personne humaine et la consolidation de la démocratie en RD Congo. Sa voix est importante aux niveaux national et international et en fait un interlocuteur important dans le processus démocratique, y compris les élections.

Source : entretien réalisé par Gilbert Diongo, consultant CAFOD avec le Père Clément Président du CENCO, mars 2019

Capacité à se réunir et à négocier

L'Église est capable de rassembler les personnes à travers les divisions politiques. En effet, l'Église est perçue par beaucoup comme un rassembleur neutre et digne de confiance dans les communautés de part sa vocation à servir le bien commun et l'ensemble de la population, ainsi que sa profonde connaissance de la communauté. Sa réputation lui permet d'initier des médiations avec une forte autorité morale.

Après le différend électoral en Zambie, l'opposition a préféré un dialogue mené par l'Église car elle était convaincue que le pays était en sécurité dans les mains de l'Église et que l'on pouvait lui faire confiance pour le processus. Dans une grande démonstration de confiance, le groupe de référence pour le dialogue au Kenya a pu rencontrer le secrétaire du cabinet et l'inspecteur pour les inciter à mettre fin à la violence dans un bastion de l'opposition. Dans l'étude de cas du Kenya, l'archevêque de Kisumu a été nommé au groupe de travail « Poignée de main », car l'Église est reconnue comme fonctionnant avec une grande expérience et sobriété avec les autres confessions et acteurs.³¹ Dans le cadre de ces efforts de médiation en Zambie et au Kenya, de nombreuses réunions se sont déroulées à huis clos et n'ont pas été documentées. En effet, l'Église fait preuve d'humilité en évitant la publicité et en donnant la priorité à l'établissement de la confiance; cela soutient l'élan de toute médiation en évitant les annonces prématurées inutiles, se protégeant ainsi contre toute tentative de saboter le succès.

La création de bureaux de liaison parlementaires au Zimbabwe et dans d'autres pays, la représentation à l'Union africaine et la représentation permanente à l'ONU permettent à l'Église de servir de pont entre les gouvernements, les organisations internationales et les citoyens. Cela montre également que les gouvernements et les organisations apprécient les points de vue et les contributions de l'Église.

31. <https://www.nation.co.ke/news/National-healing-to-top-agenda-of-Uhuru-Raila-team/1056-4536696-sr3ek0z/index.html>



Conclusion

Des élections libres et régulières sont indispensables à la démocratie. Un pays ne peut être considéré comme pleinement démocratique tant que, entre autres choses, les citoyens ne peuvent pas choisir leurs représentants lors d'élections concurrentielles. Le but de cette recherche était de démontrer le rôle de l'Église dans les élections à chaque étape du cycle : pré-électorale, pendant les élections, lutte contre la violence post-électorale et suivi des promesses post-électorales. Dans l'ensemble, la recherche démontre que l'Église est un acteur clé à toutes les étapes des élections en Afrique. Dans de nombreux cas, l'Église a le potentiel d'améliorer efficacement les processus électoraux dans tous les pays ciblés.

Il est à noter que ce rapport n'est pas exhaustif et qu'il existe d'autres exemples du travail de l'Église lors d'élections, qui n'ont pas été cités ici. Les recherches futures devraient explorer et documenter davantage le rôle de l'Église dans d'autres pays et au-delà de l'Afrique. L'Église, par l'intermédiaire de la CAFOD et d'autres agences Caritas, a soutenu le travail d'élection et de gouvernance en Europe, en Asie et en Amérique latine. Les expériences des réponses de l'Église dans ces continents pourraient être intéressantes et variées, en particulier là où les congrégations de l'Église sont minoritaires.



Recommandations

La recherche a démontré que l'Église joue un rôle particulier dans les élections. Dans de nombreux endroits, les chefs religieux jouissent de la confiance des personnes qui luttent pour comprendre et exercer leurs droits politiques. La confiance et l'ouverture sont déjà en place, ce qui peut considérablement améliorer le processus démocratique à partir d'un réseau neutre et apolitique. Tout aussi cruciale est la capacité à comprendre et à reconnaître les différentes façons dont les membres de l'Église expriment et vivent leur foi, y compris le clergé, les membres des Commissions Justice et Paix, les jeunes, les groupes de femmes et d'hommes, et les laïcs. Cela peut permettre de multiples niveaux d'engagement et d'interventions efficaces, ce qui donne une certaine flexibilité pour répondre à différents défis.

Pour les donateurs, les membres des gouvernements et le grand public qui souhaitent s'engager avec l'Église dans des partenariats transformationnels pour renforcer la démocratie pendant le cycle électoral, il est important de bien comprendre l'éventail des interventions possibles et l'approche de l'Église. Cela a le potentiel d'améliorer les relations et, surtout, d'améliorer la qualité de la réponse internationale, locale et nationale. Cela permettrait également des

temps de réaction plus rapides dans les moments de crise.

Les acteurs religieux ont un rôle particulier à jouer dans le renforcement du développement et doivent donc être impliqués d'une manière distincte des autres acteurs, notamment dans les processus électoraux. Par exemple, l'Église n'est pas une ONG, mais un acteur spécial qui a le potentiel de catalyser le changement en inculquant des valeurs et des changements de comportement aux niveaux individuel et communautaire. Si les donateurs et les autres acteurs internationaux ne reconnaissent pas le vaste potentiel de médiation et de transformation de l'Église, ils courent le risque de passer à côté des possibilités de ce que l'Église peut offrir. Dans de nombreux scénarios et situations différents, l'Église catholique et ses nombreux réseaux et comités dédiés à la justice sociale se trouvent en très bonne position pour des collaborations efficaces et durables ayant un impact significatif.

Avec l'adoption des objectifs de développement durable en 2015, les gouvernements, les donateurs, les organisations nationales et internationales explorent les moyens de collaborer pour atteindre ces objectifs

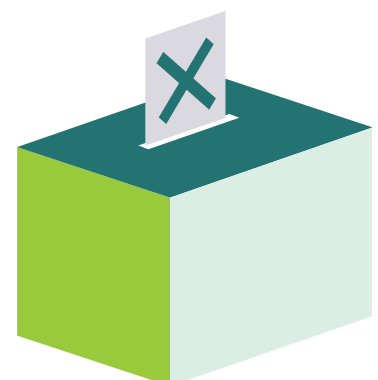
ambitieux d'ici 2030. Les institutions religieuses et l'Église sont des acteurs essentiels, non seulement dans les élections mais dans tous les domaines de développement.

Afin d'améliorer cette connaissance et le potentiel d'une collaboration fructueuse, CAFOD fait les recommandations suivantes pour s'engager de manière distincte avec les acteurs religieux pour le développement, et spécifiquement pour les élections:

- **Renforcer les partenariats avec les chefs religieux aux niveaux local, national et international, dans le but de comprendre et de construire des partenariats transformationnels pour un engagement tout au long du cycle électoral.** Cela devrait se produire à tous les niveaux et groupes de l'Église catholique, tels que les laïcs et le clergé à tous les niveaux, ainsi que d'autres responsables religieux. Cela permettrait d'utiliser le pouvoir de rassemblement et l'expérience de l'Église en matière de médiation, ainsi que les réseaux et structures à long terme dans les communautés. Cela est particulièrement important dans les pays dont les zones sont largement hors de portée des gouvernements.
- **Créer du temps et des ressources pour favoriser un engagement efficace à long terme avec les organisations religieuses pour le renforcement de la démocratie et le soutien aux élections.** Il est important de s'assurer que les programmes vont au-delà des occasions ponctuelles dans la planification, la conception, la gestion et le suivi

du cycle électoral. Les partenariats efficaces sont le résultat d'efforts délibérés et à long terme qui doivent être intégrés dans les modes de travail et les cycles de financement.

- **Intégrer les organismes religieux dès les premières étapes de la définition, de la planification et du suivi des réponses électorales propres à chaque pays.** Cela permettrait de tirer le meilleur parti de l'ancrage de l'Église dans les communautés et de sa riche connaissance des besoins locaux, ainsi que de ses stratégies éprouvées qui fonctionnent pour des initiatives locales à long terme.
- **Appliquer une approche à plusieurs niveaux de l'engagement avec l'Église pour des interventions personnalisées et adaptées aux objectifs.** Le cas échéant, renforcer et investir dans la capacité à long terme des structures et des dirigeants locaux à devenir des partenaires et des partenariats plus efficaces.
- **Renforcer la culture religieuse parmi le personnel international** des organisations nationales et internationales afin de cultiver une compréhension plus large et plus nuancée de l'histoire de la région et du rôle particulier de la foi dans l'accroissement du développement dans ce contexte. Dans la mesure du possible, identifier et chercher à comprendre les domaines litigieux de politique ou de pratique qui peuvent rendre les partenariats difficiles, en vue de trouver un terrain d'entente





Lectures complémentaires

Ager, A. et J. Ager (2015)
Faith, Secularism and Humanitarian Engagement
New York: Palgrave Macmillan

DFID (2012)
Faith Partnership Principles: Working effectively with faith groups to fight global poverty
Londres: DFID³²

Narayan, D. (2000)
La voix des pauvres : quelqu'un peut-il nous entendre?
Washington: World Bank

HCR (2014)
Note de partenariat sur les organisations confessionnelles, les communautés confessionnelles locales et les leaders confessionnels
Genève: UNHCR³³

UNICEF (2012)
Partenariat avec les communautés religieuses pour enfants
New York: UNICEF³⁴

32. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67352/faith-partnership-principles.pdf

33. <https://www.unhcr.org/uk/protection/hcdialogue%20/539ef28b9/partnership-note-faith-based-organizations-local-faith-communities-faith.html>

34. <https://jifl.com/resources/partnering-with-religious-communities-for-children/>



L'Agence Catholique pour le Développement des Pays d'Outre-mer (CAFOD) est l'agence d'aide officielle de l'Église catholique d'Angleterre et de Pays de Galles et fait partie de Caritas Internationalis.

Elle est enregistrée comme agence de bienfaisance sous le numéro 1160384 et elle est dotée du statut de société à responsabilité limitée garantie sous le numéro 09387398.

Siège social:
Romero House, 55 Westminster Bridge Road, London SE1 7JB

Tél: 00 44 7095 5348
Courriel: cafod@cafod.org.uk
Site web: cafod.org.uk

Imprimé sur du papier provenant de forêts gérées durablement.